



Votre rapport de diagnostic

Diagnostic de Performance Énergétique



- Société MAIRIE DE PARIS
5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 27 (27)
75006 PARIS
Etage 5 eme
- N° de dossier : 1241668
- Date de réalisation : 11/09/2020

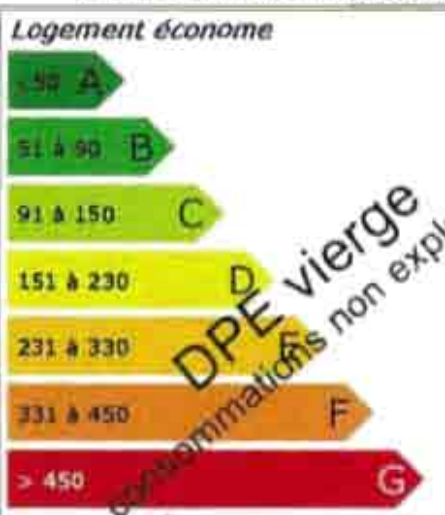
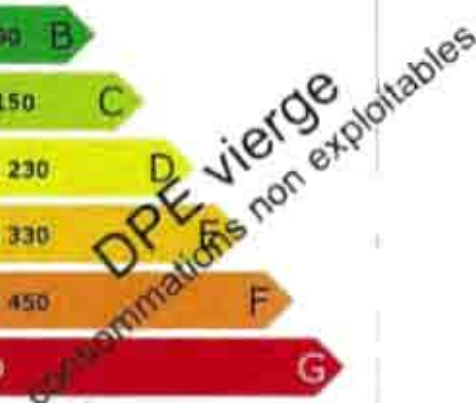
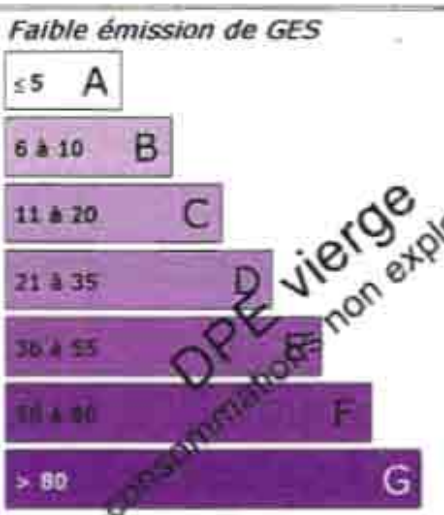
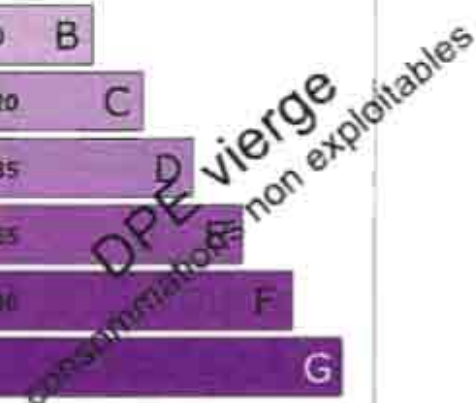
Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

N° : 1241668 Valable jusqu'au : 10/09/2030 Type de bâtiment : Habitation (parties privatives d'immeuble collectif) Année de construction : Avant 1948 Surface habitable : 17,15 m² Adresse : 5 QUAI MALAQUAIS LOT N° 27 (Étage 5 eme, N° de lot: 27) 75006 PARIS	Date (visite) : 11/09/2020 Diagnostiqueur : Hocine DAOUD Certification : DEKRA Certification n°DTI3627 obtenue le 03/09/2019 Signature : 
Propriétaire : Nom : Société MAIRIE DE PARIS Adresse :	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) Nom : Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Le diagnostiqueur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car les factures ne sont pas disponibles.

Le présent diagnostic de performance énergétique a été enregistré sur le site de l'ADEME sous le numéro : 2075V20116530

Consommations énergétiques (en énergie primaire)	Emissions de gaz à effet de serre (GES)
Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement	Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement
Consommation conventionnelle : $kWh_{EP}/m^2.an$ sur la base d'estimations à l'immeuble / au logement	Estimation des émissions : $kg_{CO_2}/m^2.an$
<div> <div> Logement économe  Logement énergivore </div> <div> Logement  </div> </div>	<div> <div> Faible émission de GES  Forte émission de GES </div> <div> Logement  </div> </div>

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Inconnu non isolé donnant sur l'extérieur	Système de chauffage : Chaudière individuelle électrique	Système de production d'ECS : Néant
Toiture : Plafond inconnu (sous combles perdus) non isolé donnant sur l'extérieur	Emetteurs : Radiateurs	
Menuiseries : Porte(s) bois opaque pleine Portes-fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques simple vitrage	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : Naturelle par ouverture des fenêtres
Plancher bas : Plancher donnant sur un local chauffé	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant	
Energies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m ² .an	
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à l'effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Consommation conventionnelle

Les consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant les conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, force et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

Energie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fuel domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de chaîne. L'énergie primaire est le total de toutes les énergies consommées.

Usages recensés

Dans le cas du 1^{er} mode de calcul est utilisé, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des coûts d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps.

La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Energie constate au niveau national.

Energies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à domicile.

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et de nettoyer régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchiez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Éclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++, ...).

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Isolation des murs par l'extérieur	Une construction à l'isolation extérieure par l'extérieur permet d'éviter toute déperdition de chaleur et d'augmenter le confort thermique. Le crédit d'impôt est de 10%.	10%
Remplacement des fenêtres par des fenêtres à double vitrage	Les fenêtres à double vitrage permettent d'économiser de l'énergie et de réduire les pertes de chaleur. Le crédit d'impôt est de 36%.	36%
Installation d'une VMC double flux	Une VMC double flux permet d'économiser de l'énergie et de réduire les pertes de chaleur. Le crédit d'impôt est de 36%.	36%

Commentaires

Le descriptif est donné à titre purement indicatif et ne saurait être une garantie du mode constructif ou de la structure de l'ensemble. Lesquels n'ont pu être contrôlés lors de montage ou destruction.

références réglementaires et logiciels utilisés : Article L134-4 2 du ECH et décret n° 2011-507 du 3 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 février 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 22-mars 2017, arrêtés du 8 février 2012, décrets 2006-1653, 2006-1734, 2008-1175 ; Champsac 2005-655 ; R.1271-4 à 6 ; Loi 2004-1314 art.1334-1 à 5 ; décret 2006-1267 art. R.134-1 à 5 du ECH et règlement 2 n°2010-756 du 1er juillet 2010 logiciel utilisé : UCEM, Diagnotics v9

vous bien a été construit avant le 1er janvier 1997, par notre département de rénové nous vous remercions vos obligations de faire réaliser en cas de travaux un Repérage Amiante Avant Travaux par un diagnostiqueur agréé qui suivra le programme de repérage de la liste C du décret du 3 juin 2011 et de l'annexe A de la norme NF X 46 010 de décembre 2008. Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points d'urgence : <http://www.ademe.fr/pour-les-concernes/medias/mes.asp>

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
www.impactplus.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Note: Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification - 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Référence du logiciel valide : LUCIEL Diagnostics v4

Référence du DPE : 1241668

Diagnostic de performance énergétique

Fiche Technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.

En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée
(diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr)

Données	Données d'entrée	Valeurs renseignées
Généralité	Département	75 Paris
	Altitude	90 m
	Type de bâtiment	Appartement
	Année de construction	Avant 1949
	Surface habitable du lot	17,15 m²
	Nombre de niveau	5
	Hauteur moyenne sous plafond	2,05 m
	Nombre de logement du bâtiment	1
Système	Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire	Néant

Explications personnalisées sur les éléments pouvant mener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles

Néant

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :

	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a été réalisé à l'immeuble	DPE non réalisé à l'immeuble			
				Appartement avec systèmes individuels de chauffage et de production d'ECS ou collectifs et équipes comptages individuels	Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel		
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	A partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

pour plus d'informations

www.developpement-durable.gouv.fr rubrique performance énergétique

www.ademe.fr



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 1 janvier 2019

01 70 69 07 09
01 70 69 07 25
01 70 69 07 25

01 70 69 07 09
01 70 69 07 25
01 70 69 07 25



Le 13/09/2020 groupe au capital de 8 940 000 € - RCS PARIS 506 037 044





Votre rapport de diagnostic

ELECTRICITE



Société MAIRIE DE PARIS

5 QUAI MALAQUAIS

LOT N° 27 (27)

75006 PARIS

Etage 5 eme

N° de dossier : 1241668

Date de réalisation : 11/09/2020

☒ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.

☐ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

Informations complémentaires (recommandations) :

Domaines	Informations Complémentaires
Néant	

ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

La présente mission a consisté, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017, du 4 avril 2021, à établir un état de l'installation électrique, de vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-22 et R134-23 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

1. Bien objet de la mission

LOT N° 27 (27)

5 QUAI MALAQUAIS

75006 PARIS

Etage 5 eme

Reférences Diagnostique

Lot(s)

Etage 5 eme Lot numéro 27,

Date de l'intervention le

07/08/2020

Marque Matériau

11/09/2020

Durée de validité du diagnostic (selon loi n° 2017-105)

3 ans / 5 ans

Type de bâtiment

Appartement

Année de construction du bâtiment

Inconnu - non communiqué

2. Propriétaire

Société MAIRIE DE PARIS

3. Donneur d'ordre (si différent du propriétaire)

Nom

MAIRIE DE PARIS Direction des
Finances

Qualité

En qualité de Autre

Adresse

CENTRE FACTURIER 7 EME ETAGE
17 BOULEVARD MORLAND,
75181 PARIS CEDEX 04

Compagnie d'assurance

AXA

N° de police

3912280604

Date de validité

01/01/2021

Assureur

NON

Département d'assurance

EDF

Adresse de l'installation électrique

Inconnu - non communiqué

Liste des pièces visitées

Etage 5

Etage 5

Verrière étage

Etage 5

Identification des parties du bien n'ayant pu être visitées et justification :

Il n'y a pas

	<p>C. Hocine DAOUD ALLODIAGNOSTIC PARIS 07 71 55 51 13</p>	<p>Certification n° DTI3627 Enchevêtré par : 08/08/2019 Veuillez vous inscrire sur Internet la certification de notre diagnostic</p>
<p>réinventons / notre métier</p> 	<p>AGENCE OUEST 62 bis, rue Henri Giroux 92120 MONTRouGE - Tél : 09 70 69 07 09 - Fax : 01 58 86 93 00 AGENCE EST 61 bis Avenue Henri Giroux 92120 MONTRouGE - Tél : 09 70 69 07 29 - Fax : 01 43 45 18 95 SAS au capital de 6 990 495 € - RCS PARIS 505 037 044 - RC professionnelle AXA n° 3912280604 & 3912431104</p>	

Le diagnostic a pour objet d'identifier que des contrôles visuels, des essais et des mesures hydropneumatiques de compression de la sécurité des personnes. Le diagnostic est une loi la sécurité des personnes et ne constitue en aucun cas un contrôle de conformité de l'installation électrique vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

Le présent rapport a été établi par un professionnel, conformément aux dispositions de la loi n° 2017-105 du 3 août 2017 relative à la sécurité des personnes, et est en date du 07/08/2020.

Établi à MONTRouGE, le 11/09/2020

Par : Hocine DAOUD

adx
allo|diagnostic
Paris - Seine - France
Région Île-de-France
01 58 86 93 00

Dossier Page 25 / 41

5. CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

- ☒ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
☐ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

ANOMALIES AVEREES SELON LES DOMAINES SUIVANTS :

- ☐ L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
☐ Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
☐ Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
☐ La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
☐ Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
☐ Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Domaines	Anomalies

INSTALLATIONS PARTICULIERES

- ☐ Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
☐ La piscine privée

Domaines	Installations Particulières
Néant	

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- ☐ Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Domaines	Informations Complémentaires
Néant	

6. AVERTISSEMENT PARTICULIER

a. Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés :

Domaines	Points de contrôle
1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité	Coupage de l'ensemble de l'installation électrique Point à vérifier : Assure la coupure de l'ensemble de l'installation Motifs : L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre	Emplacement Point à vérifier : Protection de l'ensemble de l'installation Motifs : L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. Bouton test Point à vérifier : Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) Motifs : L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. Bouton test Point à vérifier : Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent Motifs : L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. Constitution et mise en œuvre Point à vérifier : Qualité satisfaisante de la connexion du conducteur de terre, de la liaison équipotentielle principale, du conducteur principal de protection, sur la borne ou barrette de terre principale Constitution et mise en œuvre Point à vérifier : Connexions assurées entre les élts conducteurs et/ou canalisations métalliques et la LEP ≤ 2 ohms Caractéristiques techniques Point à vérifier : Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale Constitution et mise en œuvre Point à vérifier : Qualité satisfaisante des connexions visibles du conducteur de liaison équipotentielle principale sur éléments conducteurs Présence Point à vérifier : Présence d'une dérivation Ind. de Terre Caractéristiques techniques Point à vérifier : Section satisfaisante de la dérivation Ind. de Terre visible en PP Constitution et mise en œuvre Point à vérifier : Eléments constituant le conducteur principal de protection appropriés Continuité Point à vérifier : Continuité satisfaisante du conducteur principal de protection
3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit	Emplacement Point à vérifier : Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase. Motifs : L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite

b. Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

7. RECOMMANDATIONS RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

Néant

REGLES ELEMENTAIRES DE SECURITE ET D'USAGE A RESPECTER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste

en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides.
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher.
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer.
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant.
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé.

Les services inspectés ont été jugés conformes aux normes en vigueur et ont été certifiés par DEORA Certification. N° de certificat : DT/3627 délivré le 08/09/2020 et renouvelé le 07/09/2024.

Travaux MONTROUX, le 11/09/2020

Par / Hecine DADUD



8. EXPLICATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

OBJECTIF DES DISPOSITIONS ET DESCRIPTION DES RISQUES ENCOURUS

Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, qui assure la sécurité du logement, protège l'installation, en cas de surcharge, en cas d'un défaut de mise à la terre de la ligne ou de la terre de l'installation électrique.
Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique, lors d'un défaut d'isolation par un passage électrique.
Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments assurent, lors d'un défaut d'isolation, un ancrage électrique de l'installation à la terre, évitant ainsi de créer des dangers pour les personnes.
Protection contre les surintensités : Les dispositifs de protection contre les surintensités (dispositifs de protection contre les surintensités) permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les surintensités (surcharge ou court-circuit).
Élision équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : (Le principe d'équipotentialité, lors d'un défaut, permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique).
Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de ces locaux permettent de limiter les risques de choc électrique, en cas de défaut d'isolation de la ligne électrique, lors d'un défaut d'isolation.
Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques (dans les parties communes) doivent être sécurisés (protection des personnes contre les risques de choc électrique).
Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, qui ne sont plus adaptés à l'usage, peuvent présenter des risques de choc électrique, lors d'un défaut d'isolation.
Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Ces appareils électriques, qui sont alimentés depuis les parties privatives, peuvent présenter des risques de choc électrique, lors d'un défaut d'isolation.
Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique en piscine (protection des personnes contre les risques de choc électrique) permettent de limiter les risques de choc électrique, lors d'un défaut d'isolation.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

OBJECTIF DES DISPOSITIONS ET DESCRIPTION DES RISQUES ENCOURUS

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique, en cas de défaut d'isolation, évitant ainsi de créer des dangers pour les personnes.
Socles de prise de courant de type à obturateur : Ces socles de prise de courant de type à obturateur, qui sont utilisés pour la prise de courant, peuvent présenter des risques de choc électrique, lors d'un défaut d'isolation.
Socles de prise de courant de type à puits : Ces socles de prise de courant de type à puits, qui sont utilisés pour la prise de courant, peuvent présenter des risques de choc électrique, lors d'un défaut d'isolation.

E. IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

La présente expertise a été réalisée par une personne dont les compétences ont été certifiées par DELKRA Certification N° de certification : 0718427 délivrée le 08/08/2019 et expirant le 07/08/2024.

Signé à MONTROUGE, le 11/09/2020

Par : M. MOINE DAVID



F. ANNEXE 1 – PHOTOTHEQUE



Photo du Compteur électrique

ANNEXE 2 - FICHE RECAPITULATIVE DES INTERVENTION DE PROFESSIONNELS

Dans le cadre des travaux réalisés effectués pour lever les anomalies recensées précédemment, il est fortement recommandé aux particuliers d'interdire toute intervention directe sur l'installation électrique et de faire appel à des professionnels compétents.

Si votre bien a été construit avant le 1er Janvier 1997, par notre dessin (le conseil nous vous rappelés vos obligations de faire réaliser en cas de travaux de Repérage Armature Avant Travaux par un diagnostiqueur certifié qui suivra le programme de repérage de la liste C du décret du 3 juin 2011 et de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Avril 2017.

FICHE RECAPITULATIVE DES ANOMALIES COMPENSEES

N° Article (1)	Libellé des anomalies compensées
Néant	

FICHE RECAPITULATIVE DES ANOMALIES IDENTIFIEES AUTRES QUE B11 POUR LESQUELLES DES TRAVAUX ONT ETE REALISES

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Travaux réalisés
		<ul style="list-style-type: none"> - Nom de l'entreprise : - Date de réalisation des travaux : - Cachet de l'entreprise :

FICHE RECAPITULATIVE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES B11

N° Article (1)	Libellé des informations
B11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b1	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.
B11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS :

Néant.



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTRouGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2020



Société MAIRIE DE PARIS

5 QUAI MALAQUAIS

LOT N° 29 (29)

75006 PARIS

N° de dossier : 1241673

Date de réalisation : 11/09/2020

CONCLUSION :

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

CONCLUSION :

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (dégradé) sur certaines unités de diagnostic et en application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Dans le cas d'une location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale (article L. 1334-9 du Code de la Santé Publique).

En application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Préciser (non visités) : Néant

Des investigations complémentaires devront être réalisées sur les éléments non visités afin de compléter le repérage.

NON

Si le constat émette au sujet d'un ou des cas suspects, sans autre élément, dans un état de conscience suffisante, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé et l'information du public doivent être communiquées (article L. 1334-13 du code de la santé publique).

LISTE DES PIÈCES VISITÉES :

Sème étage : Entrée, Pièce 1, Pièce 2, Pièce 3, Pièce 4

IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN N'AYANT PU ÊTRE VISITÉES ET JUSTIFICATION :

Néant

Notes : Soient les parties du bien n'ont pas été visitées pour des raisons de sécurité.

Les explications concernant le bien (dégradations, intrusion, présence radioactive, etc.) ou les dégradations doivent être communiquées, ainsi que par le propriétaire, propriétaire, agent ou agent immobilier.

Le constat peut être le plus précis, sans que l'on se limite à la constatation de la présence de plomb et des interventions de maintenance ou de réparation de nature à réduire au minimum les risques.

Pour la réalisation de cet expertise, le groupe ADX Groupe n'a fait appel à aucun sous-traitant pour l'analyse des échantillons et pour la réalisation des investigations, de la part de l'expert.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par **DEKRA Certification**. N° de certification **DT13627** délivré le **08/08/2019** et expirant le **07/08/2024**.

Lieu : **MONTEURIE** le **11/09/2020**
Signature : Néant

Par : **Hocine DAQUD**



SOMMAIRE

Bien objet de la mission:	2
1 - Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP	4
2 - Méthodologie du diagnostic	5
3 - Transmission du rapport à l'ARS	7
<i>Commentaires</i>	7
4.1 – Résultats des mesures :	8
4.2 – Relevé détaillé des mesures :	8
5 - Notice d'information	11
6 - Croquis de repérage du bien visité / Photos	12

1 - RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessibles).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-5 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privés d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...).

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans entrer, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de concentrations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP)

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2 - METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Lors de la réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) d'un bien immobilier, nous procédons à une recherche des revêtements contenant du plomb.

La plupart du temps, il s'agit de peintures au plomb, d'usage autrefois très courant, mais également de tapisseries au plomb ou de feuilles de plomb, utilisées pour assurer l'étanchéité.

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Dans le cas d'un CREP réalisé en parties privatives, cette recherche porte uniquement sur les revêtements privatisés d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (balcon, portail, grille, etc.).

Si le CREP est réalisé en parties communes, seuls les revêtements des parties communes sont concernés.

Cette recherche est effectuée au moyen d'un appareil à fluorescence X, qui « radiographie » les éléments sur lesquels on l'applique et détermine avec précision la présence ou l'absence de plomb. Le seuil légal de concentration autorisé est de 1 milligramme de plomb par centimètre carré (1 mg/cm²).

Dans chaque pièce, tous les éléments (murs, portes, fenêtres, volets, plinthes, radiateurs, etc.) sont regroupés par l'opérateur en « unités de diagnostic ». Dans le relevé figurant dans ce rapport, ces unités de diagnostic contenant du plomb sont clairement désignées, ainsi que leur état de conservation et la concentration en plomb du revêtement.

A titre exceptionnel, l'auteur du constat peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble, selon la norme NF X46-031, dans les cas suivants :

- lorsque la nature du support (porte rigide, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;

lorsque dans un même local, au moins une mesure est supérieure au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais aucune mesure n'est supérieure à 2 mg/cm² ;

- lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Le prélèvement est réalisé conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-031, sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

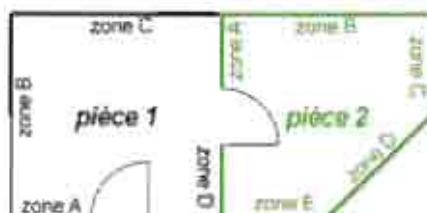
Dans ce dernier cas, et quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

DENOMINATION DES PIÈCES & DES ZONES DE DIAGNOSTIC :

Les pièces et dans chaque pièce les éléments à contrôler (ou « unités de diagnostic ») sont inspectés dans le sens des aiguilles d'une montre, de la gauche vers la droite. En annexe à ce rapport figure un croquis, dont le but est de désigner de manière irrefutable le nom que nous avons attribué aux pièces visitées.

Chaque local visité et reproduit sur le croquis, est divisé en « zones de diagnostic » : à chaque zone est attribuée arbitrairement une lettre (A, B, C...).

La « zone A » comprend toutes les unités de diagnostic présentes sur le mur par lequel l'expert a pénétré dans la pièce. Et ainsi de suite. Vous trouverez une illustration de ce principe de dénomination sur le croquis ci-dessous :



État de conservation et classement des unités de diagnostic :

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées.

- non visible** : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- non dégradé** :
- état d'usage** : c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées lors d'un bien régulièrement entretenu (usure par frottement, traces de chocs, microfissures...) ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- dégradé** : c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérisation, écaillage, cloquage, fissures, fuyage, traces de grattage, lardage).

Chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement est classée en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations, conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION en plomb	NATURE des DÉGRADATIONS	CLASSEMENT
Moyenne de la teneur réglementaire (1 mg/m²)	N/A	0
Supérieure de 10 fois à la limite autorisée (1 mg/m²)	Absence de plomb ou état visible	1
	État d'usage	2
	Dégradé	3

3 - TRANSMISSION DU RAPPORT A L'ARS

La législation nous impose d'identifier des « facteurs » listés ci-dessous : si l'un ou plusieurs de ces facteurs est identifié lors de notre visite, nous devons transmettre directement une copie de ce rapport à la Délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé du département d'implantation du bien expertisé dans un délai de 5 jours à compter de la date de la visite.

Situation de risque de saturnisme infantile :

NON	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
NON	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3.

Situation de dégradations du bâti :

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité

ATTENTION : la recherche et l'identification des facteurs ci-dessus font partie intégrante de la mission « CREP » et est un simple constat visuel. Cela ne constitue en rien une expertise approfondie et ne préjuge donc pas des désordres éventuellement liés à l'humidité et aux moyens d'y remédier, pas plus que de la solidité des éléments de la structure du bâti.

La responsabilité d'ADX Group ne saurait être engagée sur ces points ou sur des points similaires.

Transmission du constat à l'agence régionale de santé

NON	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L. 1334-10 du code de la santé publique.
-----	---

Commentaires

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 10/09/2021).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

4 - CONCLUSIONS

4.1 - Résultats des mesures :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	58	6	20	0	28	4
%	100	10.3 %	34.5 %	0 %	48.3 %	6.9 %

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm²)
Etalonnage entrée	1	11/09/2020	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	76	11/09/2020	1 (+/- 0,1)

Présence d'unités de diagnostic de classe 3 :

Il existe un risque immédiat lié à la présence de ces revêtements, c'est pourquoi le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné (en leur transmettant une copie complète de ce constat, annexes comprises). Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale. (Code de la Santé Publique art. L. 1334-9)

Présence d'unité de diagnostic de classe 1 et 2 :

Il existe un risque si ces unités de diagnostic se dégradent. Nous rappelons au propriétaire qu'il est de son intérêt et de celui des occupants du local de veiller à l'entretien des revêtements en les recouvrant, afin d'éviter leur dégradation future.

4.2 - Relevé détaillé des mesures :

5ème étage - Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
2	A	Pinthes	Bois	Peinture	mesure 1	17	Etat d'usage (usure par friction)	3	
3	B	Pinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
4					mesure 2	0			
5	C	Pinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
6					mesure 2	0			
7	A	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	17.3	Etat d'usage (usure par friction)	3	
8	B	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	11.4	Etat d'usage (usure par friction)	3	
9	C	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	14	Etat d'usage (usure par friction)	3	
10	A	Porte intérieure (P1)	Métal	Peinture	partie mobile	0		0	
11					Ruisselle	0			
12	A	Porte extérieure (P1)	Métal	Peinture	partie mobile	0		0	
13					Ruisselle	0			
14		Plafond	Pierre	Peinture	mesure 1	21	Etat d'usage (usure par friction)	3	

5ème étage - Pièce 1

Nombre d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 2 soit 20 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
15	A	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	11	Etat d'usage (usure par friction)	3	
16	B	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	9.3	Etat d'usage (usure par friction)	3	
17	C	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	10.4	Etat d'usage (usure par friction)	3	
18	D	Mur	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	17	Etat d'usage (usure par friction)	3	
19	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0		0	
20					partie haute (> 1m)	0			

21	C	Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Pertuis	partie basse (< 1m)	0		
22					partie haute (> 1m)	0		
23	C	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Pertuis	partie basse (< 1m)	0		
24					partie haute (> 1m)	0		
25	G	Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Pertuis	partie basse (< 1m)	0		
26					partie haute (> 1m)	0		
27	A	Porte intérieure (P1)	Bois	Pertuis	partie mobile	14		
28					Huisserie	12	Dégradé (Ecaillage)	
29	A	Porte extérieure (P4)	Bois	Pertuis	partie mobile	17		
30					Huisserie	26	Dégradé (Ecaillage)	

5ème étage - Pièce 2

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Sélecteur	Rendement moyen	Localisation mesure	Mesure (moyenne)	Etat d'usage (Usure par friction)	Classement UD	Observation
31	A	Planches	Bois	Peinture	mesure 1	9,4	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
32					mesure 2	0			
33	B	Planches	Bois	Peinture	mesure 1	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
34					mesure 2	0			
35	C	Planches	Bois	Peinture	mesure 1	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
36					mesure 2	0			
37	D	Planches	Bois	Peinture	mesure 1	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
38					mesure 2	0			
39	E	Planches	Bois	Peinture	mesure 1	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
40					mesure 2	0			
41	F	Planches	Bois	Peinture	mesure 1	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
					mesure 2	0			
42	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	8	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
43	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	9	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
44	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	12	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
45	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	17	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
46	E	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	12	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
47	F	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	11	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
48									
49	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie mobile	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
					Haissière	0			
50									
51	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie mobile	0	Etat d'usage (Usure par friction)	0	
					Haissière	0			
52									
53									
54									
55									
56									
57									
58									
59									
60									
61									
62									
63									
64									
65									
66									
67									
68									
69									
70									
71									
72									
73									
74									
75									
76									

ème étage - Pièce 3

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Utilité de diagnostic	Support	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mm/m²) (max/min)	Etat d'usage (Usure par friction)	Classement C1	Conservation
53	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4	Etat d'usage (Usure par friction)	1	
54	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	0		0	
55					mesure 2	0			
56	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	0		0	
57					mesure 2	0			
58	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	0		0	
59					mesure 2	0			
60	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	5,4	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
61	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	15	Etat d'usage (Usure par friction)	3	
62	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	13	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
63	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	8	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
64	C	Fenêtre intérieure (F1)	Métal	Peinture	partie mobile	0		0	
65					hussaria	0			
66	C	Fenêtre extérieure (F1)	Métal	Peinture	partie mobile	0		0	
67					hussaria	0			
68		Plafond	plâtre	Peinture	mesure 1	16	Etat d'usage (Usure par friction)	3	

5ème étage - Piece 4

Nombre d'unités de diagnostic : 13 – Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repère : 2 soit 15,4 %

R#	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mm/cm)	Etat de conservation	Classement DQ	Observation
7	4	Pâthos	bois	bois	Non mesurée	-		FM	Elément non visé par la réglementation
8	C	Pâthos	bois	bois	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
66	4	Mje	plâtre	peinture	partie basse (1 ^{er} lit)	15,4	Etat d'usage (Usure par frottoir)	3	
70	3	Nar	plâtre	peinture	partie basse (1 ^{er} lit)	12	Etat d'usage (Usure par frottoir)	2	

71	C	Mur	piâtre	perçure	perce basse (< 1m)	11	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
72	D	Mur	piâtre	perçure	perce basse (< 1m)	18.8	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
-	C	Fenêtre intérieure (F1)	Métal	trou	Non mesurée	-		NM	Élément non visé par la réglementation
-	C	Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Métal	trou	Non mesurée	-		NM	Élément non visé par la réglementation
-	C	Fenêtre extérieure (F1)	Métal	trou	Non mesurée	-		NM	Élément non visé par la réglementation
-	C	Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Métal	trou	Non mesurée	-		NM	Élément non visé par la réglementation
73	A	Porte intérieure (P1)	Bois	perçure	perce mobile	12	Dégradé (Écailage)	3	
74	A	Porte extérieure (P1)	Bois	perçure	perce mobile	21	Dégradé (Écailage)	3	
75		Plafond	piâtre	Perçure	meuse "	21	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

5 - NOTICE D'INFORMATION

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informant

Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements. Soyez attentivement :

La présente notice d'information résume ce que «vous devez savoir» pour éviter l'exposition au plomb dans le logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles lésionnels, troubles digestifs ou irréversibles lésionnels du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc. Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (craie) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux conduisant alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'exposer.

- il porte à la bouche des escaliers de peinture contenant du plomb
- il se frotte dans une pièce contaminée par des poussières synthétiques de plomb
- il se baigne dans une baignoire recouverte d'un revêtement contenant du plomb

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (papiers d'art) sur les parties humides des murs n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb aminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant y touche, à des surfaces, y porte la bouche ou lève ses doigts après en avoir touché.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutter contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières. Ne marchez pas de marelle dans les pièces ni l'après-midi, réparez souvent le sol, les rebords de baignet avec une carapelle humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures déjà adhés. à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb (maître (balais, rebords extérieurs de fenêtres), laissez les balais, les lours.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettre lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux : ayant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage ;

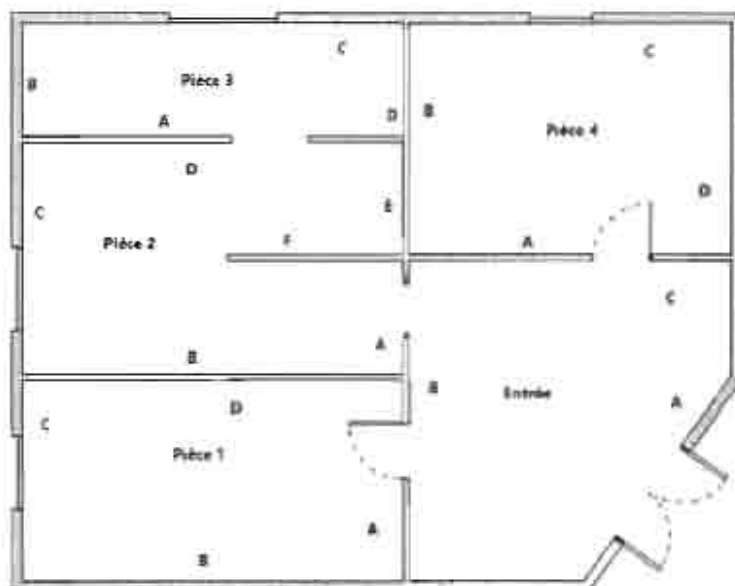
Si vous êtes enceinte :

-ne réaliser jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;

- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

6 - CROQUIS DE REPERAGE DU BIEN VISITE / PHOTOS



5ème Etage





ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2020





Votre rapport de diagnostic

Diagnostic de Performance
Énergétique



- Société MAIRIE DE PARIS
5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 29 (29)
75006 PARIS
- N° de dossier : 1241673
- Date de réalisation : 11/09/2020

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

N° : 1241673	Date (visite) : 11/09/2020
Valable jusqu'à : 10/09/2030	Diagnosticteur : Hocine DAOUD
Type de bâtiment : Habitation (parties privatives d'immeuble collectif)	Certification : DEKRA Certification n°DT13627 obtenue le 03/09/2019
Année de construction : Avant 1948	Signature :
Surface habitable : 19.56 m²	
Adresse : 5 QUAI MALAQUAIS LOT N° 29 (N° de lot: 29) 75006 PARIS	
Propriétaire : Société MAIRIE DE PARIS	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) :
Nom : Société MAIRIE DE PARIS	Nom :
Adresse :	Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Le diagnosticteur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car les factures ne sont pas disponibles.

Le présent diagnostic de performance énergétique a été enregistré sur le site de l'ADEME, sous le numéro : 2075V2011641N

Consommations énergétiques (En énergie primaire)	Émissions de gaz à effet de serre (GES)
Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement	Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement
Consommation conventionnelle : - kWh _{EP} /m².an sur la base d'estimations à l'immeuble / au logement	Estimation des émissions : - kg _{eqCO2} /m².an
<p>Logement économe</p> <p>≤ 50 A</p> <p>51 à 90 B</p> <p>91 à 150 C</p> <p>151 à 230 D</p> <p>231 à 330 E</p> <p>331 à 450 F</p> <p>> 450 G</p> <p>Logement énergivore</p>	<p>Faible émission de GES</p> <p>≤ 5 A</p> <p>6 à 10 B</p> <p>11 à 20 C</p> <p>21 à 35 D</p> <p>36 à 55 E</p> <p>56 à 80 F</p> <p>> 80 G</p> <p>Forte émission de GES</p>

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Inconnu non isolé donnant sur l'extérieur Donnant sur un local chauffé	Système de chauffage : Néant	Système de production d'ECS : Néant
Toiture Plafond sous solives bois non isolé donnant sur un comble faiblement ventilé		
Menuiseries : Porte(s) pvc opaque pleine Fenêtres oscillantes bois simple vitrage	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : Naturelle par ouverture des fenêtres
Plancher bas : Plancher donnant sur un local chauffé	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant	
Energies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{th} /m².an	
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur.
- Pour comparer différents logements entre eux.
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Consommation conventionnelle

Les consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage liées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques « usuelles du lieu ». Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fuel domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course. L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Usages recensés

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne recense pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, le ballon ou l'électroménager, ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps.

La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'entrée en vigueur du moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'énergie rendait au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont indiquées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, régler le thermostat à 19 °C, quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et de nettoyer régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchiez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Éclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) : poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++...).

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Isolation des murs par l'extérieur	Recommandation : Envisager une isolation des murs par l'extérieur. Détail : Depuis l'adoption du crédit d'impôt, il faut privilégier une épaisseur d'isolant ≥ 12 cm EPS.	30%
Remplacement fenêtres par du double vitrage (V4)	Recommandation : Il faut remplacer les fenêtres existantes par des fenêtres double vitrage basse émissivité pour avoir une meilleure performance thermique. Détail : Lors du changement, prévoir des joints d'air de manière à garantir un renouvellement d'air contrôlé. Pour bénéficier du crédit d'impôt, une performance thermique minimale est exigée. L'amélioration de la performance thermique des bâtiments permet surtout de limiter l'effet de paroi froide en hiver et donc d'atténuer les consommations de chauffage.	30%

Commentaires

Le descriptif est donné à titre purement indicatif et ne saurait être une garantie du mode constructif ou de la structure de l'immeuble, lesquels n'ont pu être contrôlés sans démontage ni destruction.

Références réglementaires et logiciels utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 2 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2013, 22 mars 2017, arrêtés du 8 février 2012, décrets 2006-1633, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art.1273-4 à 6 ; loi 2004-124 art. L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art. R134-1 à 5 du CCH et la grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.
Logiciel utilisé : ICIEL Diagnostic v4.

Si votre bien a été construit avant le 1er janvier 1997, par notre devoir de conseil nous vous rappelons vos obligations de faire réaliser en cas de travaux un Repérage Amiante Avant Travaux par un diagnostiqueur certifié qui suivra le programme de repérage de la liste C du décret du 3 juin 2011 et de l'annexe A de la norme NF X 46-070 de décembre 2008. Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_cie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification - 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr/programme/n°4-4-11)

Référence du logiciel valide : LUCIEL Diagnostics v4

Référence du DPE : 1241673

Diagnostic de performance énergétique

Fiche Technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique

En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée
(diagnostiqueurs application développement durable gouv.fr)

catégorie	Données d'entrée	Valeurs renseignées
Généralité	Département	75 Paris
	Altitude	90 m
	Type de bâtiment	Appartement
	Année de construction	Avant 1948
	Surface habitable du lot	19.56 m²
	Nombre de niveau	1
	Hauteur moyenne sous plafond	1.93 m
	Nombre de logement du bâtiment	1
Système	Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire	Néant

Explications personnalisées sur les éléments pouvant mener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles

Néant

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :

	Bâtiment à usage principal d'habitation					Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a été réalisé à l'immeuble	DPE non réalisé à l'immeuble		
				Appartement avec systèmes individuels de chauffage et de production d'ECS ou collectifs et équipes comptages individuels	Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel	
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948	
Calcul conventionnel		X	A partir du DPE à l'immeuble		X	
Utilisation des factures	X			X		X

Pour plus d'informations :

www.developpement-durable.gouv.fr/rubrique+performance+energetique

www.ademe.fr



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTRouGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

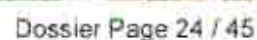
Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2019

ADX GROUPE
62 bis Avenue Henri Ginoux
92120 Montrouge

Paris, le 2 janvier 2019
Le Président du Groupe





ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017, du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 124-3, R124-10 et R124-11 du code de la construction ou de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

1. Bien objet de la mission:

LOT N° 29 (29)

5 QUAI MALAQUAIS

75006 PARIS

Références Cadastre et

SDHQ

Lot numéro 29,

Expertise réalisée le :

07/08/2020

Visite effectuée le :

11/09/2020

Durée de validité du diagnostic vente / location :

3 ans / 6 ans

Type de bien :

Appartement

Année de construction du bâtiment :

Inconnu - non communiqué

2. Propriétaire :

Société MAIRIE DE PARIS

3. Donneur d'ordre (au défaut du propriétaire)

Nom :

MAIRIE DE PARIS Direction des

Finances

Prénoms :

En qualité de Autre

Adresse :

CENTRE FACTURIER 7 ÈME ETAGE

17 BOULEVARD MORLAND,

75181 PARIS CEDEX 04

Compagnie d'assurance

AXA

N° de police :

3912280604

Date de signature :

01/01/2021

Auxiliaire en fonction :

NON

Diplôme d'état d'électricien :

EDF

Année de l'installation électrique :

Inconnu - non communiqué


Liste des pièces visitées

Seul étage :

Entrée, Hall, 1, Pièce 2, Pièce 3, Pièce 4

Identification des parties du bien n'ayant pu être visitées et justification :

Aucune

	<p>C. Hocine DAOUD ALLODIAGNOSTIC PARIS 07 71 55 51 13</p>	<p>Certification n° DT13627 Décretés par : 08/08/2019 Veuillez vous-même ou un expert la certification de notre diagnostic.</p>
<p>réinventons / notre métier</p>	<p>AGENCE OUEST 62 bis, rue Henri Groux 92120 MONTROUGE - Tél. : 09 70 69 07 09 - Fax : 01 53 46 93 00 AGENCE EST 62 bis Avenue Henri Groux 92120 MONTROUGE - Tél. : 09 70 69 07 29 - Fax : 01 43 45 18 95 SAS au capital de 6 990 495 € - RCS PARIS 505 057 044 - RC professionnelle AXA n° 3912280604 & 3912431104</p>	

Le diagnostic a pour objet d'identifier par des contrôles visuels, des essais et des mesures les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. Le diagnostic est axé sur la sécurité des personnes et ne constitue en aucun cas un contrôle de conformité de l'installation électrique vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par DEORA Certification, n° de certification DT13627 délivré le 08/08/2019 et expirant le 07/08/2023.

FICHE A MONTROUGE, le 11/09/2020

Par : Hocine DAOUD







5. CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

ANOMALIES AVEREES SELON LES DOMAINES SUIVANTS :

- ☐ L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☒ Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- ☒ Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- ☒ Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- ☒ Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Domaines	Anomalies	Photo
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. Remarques : (5ème étage - Pièce 1, 5ème étage - Pièce 2, 5ème étage - Pièce 4)	
	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.	
	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.	
	Au moins un élément conducteur tel que canalisations métalliques de liquides, de gaz ou de conditionnement d'air est utilisé comme conducteur de protection	
	Au moins une huisserie métallique ou une goulotte comportant des conducteurs ou de l'appareillage fixé ou encastré n'est pas reliée à la terre.	
	Au moins une huisserie métallique ou une goulotte métallique du local (des locaux) contenant une baignoire ou une douche comporte des conducteurs et/ou de l'appareillage (interrupteur, socle de prise de courant) fixé ou encastré. Remarques : (5ème étage - Pièce 2)	
3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit	Des conducteurs ou des appareillages présentent des traces d'échauffement. Remarques : (5ème étage - Pièce 3) (5ème étage - Pièce 2)	
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations (5ème étage - Pièce 1)	
	L'isolant d'au moins un conducteur est dégradé.	

Domaines	Anomalies	Photo
6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage	<p>L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.</p> <p>Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...), Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes (5ème étage - Entrée, 5ème étage - Pièce 1, 5ème étage - Pièce 2, 5ème étage - Pièce 3, 5ème étage - Pièce 4)</p>	
	<p>L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage.</p> <p>Remarques : Présence de matériel électrique inadapté à l'usage. Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels inadaptés par du matériel autorisé (5ème étage - Pièce 2)</p>	
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	<p>Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.</p> <p>Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés (5ème étage - Entrée)</p>	

INSTALLATIONS PARTICULIÈRES

- ☐ Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- ☐ La piscine privée

Domaines	Installations Particulières
Néant	-

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- ☒ Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Domaines	Informations Complémentaires
IC: Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité	<p>Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur</p> <p>Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.</p>

6. AVERTISSEMENT PARTICULIER

a. Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Domaines	Points de contrôle	Photo
Néant		

b. Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

7. RECOMMANDATIONS RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

Néant

REGLES ELEMENTAIRES DE SECURITE ET D'USAGE A RESPECTER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

L'électricité constitue un danger invisible, insidieux et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher.
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Le présent rapport a été établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par DEKRA Certification, N° de certification DT 8623, délivré le 08/04/2019, et réactualisé le 07/08/2020.

Édité à MONTROUGE, le 11/09/2020

Page 1 sur 10 - DDC010



E. IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par DEKRA Certification. N° de certification: DTT3627 délivré le 08/09/2019 et expirant le 07/09/2024.

LUNÉ A MONTROUGE, le 11/09/2020

Par : Hocine DAOUD

adx
Expertise Electricité
RUE DE LA CLAYE
92000 NANTERRE
01 41 39 10 10

F. ANNEXE 1 – PHOTO THEQUE



Photo PHEW001

L'issue de l'anomalie - 87,3 a l'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détournée

Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations (5ème étage - Pilce 1)



Photo: Phil LeDuc

Libellé de l'anomalie : 53.3.c Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.

Remarque : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés (5ème étage - Entrée)



Photo: Phil Reed

urveillance de l'anomalie : B4, à 1 h Des conducteurs ou des appareillages présentent des traces d'échauffement.

Remarques: (Sème étage - Pièce 3) (Sème étage - Pièce 2)



Photo PHE1004

Liberté de l'anomalie : 88,3 a l'installation comporte au moins un matériel électrique vérifié.

Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (doublés, interrupteurs, socles de prise...) faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes (Séme étage - Entrée, Séme étage - Pièce 1, Séme étage - Pièce 2, Séme étage - Pièce 3, Séme étage - Pièce 4)



Abstract

libellé de l'anomalie : SE.3 à l'installation configurée au moins un matériel électrique existant

Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (doublés, interrupteurs, socles de prise...). Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes (Séme étage - Entrée, Séme étage - Pièce 1, Séme étage - Pièce 2, Séme étage - Pièce 3, Séme étage - Pièce 1).



Photo PhEle005

Libellé de l'anomalie : 83.3.6 L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage.

Remarques : Présence de matériel électrique inadapté à l'usage ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels inadaptés par du matériel autorisé (5ème étage - Pièce 2)



Photo PhEle006

Libellé de l'anomalie : 83.3.6 a) Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.

Remarques : (5ème étage - Pièce 3, 5ème étage - Pièce 2, 5ème étage - Pièce 4)



Photo PhEle007

Libellé de l'anomalie : 83.3.8 b) Au moins une huisserie métallique ou une goulotte métallique du local (des locaux) contenant une baignoire ou une douche comporte des conducteurs et/ou de l'appareillage (interrupteur, socle de prise de courant) fixé ou encastré.

Remarques : (5ème étage - Pièce 2)

ANNEXE 2 - FICHE RECAPITULATIVE DES INTERVENTION DE PROFESSIONNELS

Dans le cadre d'un travail sérieux effectué pour lever les anomalies repérées précédemment, l'avis technique est retourné aux propriétaires d'écrire toute intervention directe sur l'installation électrique et de faire appel à des professionnels compétents.

Si votre bien a été construit avant le 1er janvier 1997, par notre devoir de conseil nous vous rappelons vos obligations de faire réaliser en cas de travaux un Repérage Antenne Avant Travaux par un diagnostiqueur certifié ou suivre le programme de repérage de la liste C du décret du 3 juin 2011 et de l'annexe A de la norme NF-X 46 070 d'Aout 2017.

FICHE RECAPITULATIVE DES ANOMALIES COMPENSEES

N° Article (1)	Libellé des anomalies compensées
Neant	

FICHE RECAPITULATIVE DES ANOMALIES IDENTIFIEES AUTRES QUE B11 POUR LESQUELLES DES TRAVAUX ONT ETE REALISES

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Travaux réalisés
		- Nom de l'entreprise : - Date de réalisation des travaux : - Cachet de l'entreprise :
B3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broché de terre <u>Remarques</u> : (5ème étage - Pièce 1, 5ème étage - Pièce 2, 5ème étage - Pièce 4)	
B3.3.6 a2	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre	
B3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.	
B3.3.6 b	Au moins un élément conducteur tel que canalisations métalliques de liquides, de gaz ou de conditionnement d'air est utilisé comme conducteur de protection	
B3.3.8 a	Au moins une huisserie métallique ou une gouttière comportant des conducteurs ou de l'appareillage fixé ou encastré n'est pas reliée à la terre.	
B3.3.8 b	Au moins une huisserie métallique ou une gouttière métallique du local (des locaux) contenant une baignoire ou une douche comporte des conducteurs et/ou de l'appareillage (interrupteur, socle de prise de courant) fixé ou encastré <u>Remarques</u> : (5ème étage - Pièce 2)	

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Travaux réalisés
64.3 h	Des conducteurs ou des appareillages présentent des traces d'échauffement. <u>Remarques</u> : (Sème étage - Pièce 3) (Sème étage - Pièce 2)	<ul style="list-style-type: none"> - Nom de l'entreprise - Date de réalisation des travaux - Cachet de l'entreprise
67.3 a	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. <u>Remarques</u> : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; <i>Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations (Sème étage - Pièce 1)</i>	
67.3 b	L'isolant d'au moins un conducteur est dégradé.	
68.3 a	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste. <u>Remarques</u> : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise. .) ; <i>Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes (Sème étage - Entrée, Sème étage - Pièce 1, Sème étage - Pièce 2, Sème étage - Pièce 3, Sème étage - Pièce 4)</i>	
68.3 b	L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. <u>Remarques</u> : Présence de matériel électrique inadapté à l'usage ; <i>Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels inadaptés par du matériel autorisé (Sème étage - Pièce 2)</i>	
68.3 c	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. <u>Remarques</u> : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; <i>Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés (Sème étage - Entrée)</i>	

FICHE RECAPITULATIVE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES B11

N° Article (1)	Libellé des informations
811 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
811 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.
811 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS :

NOTES



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2020

DECOMPETENCES

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DT13627 pour

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Diagnostic amiante avec mention	16/07/2020	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitat art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs articles d'application^(*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité à B6 apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient globalement satisfaisants.

[illegible]

Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagnaux, le 17/07/2020



Numéro d'accréditation
4-0081
Forêt disponible
sur www.cofrac.fr



Votre bureau d'expertise conformité sécurité

Pour un service toujours + personnalisé

T

TERMITES

TERMITES

BIEN EXPERTISÉ

N° de dossier : 1241673

Date de réalisation : 11/09/2020

Société MAIRIE DE PARIS
5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 29 (29)
75006 PARIS



VOTRE RAPPORT DE DIAGNOSTIC RÉALISÉ PAR :



Hocine DAOUD

07 71 55 51 13

Certifié par : DEKRA Certification

CONCLUSION :

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

SOMMAIRE

Bien objet de la mission:	1
1 - Conclusions détaillées	4
2 - Méthodologie du diagnostic	6
3 - Informations générales	7
4 - Annexe - Plans Croquis	8
5 - Conditions Générales	10

Révision	Date	Objet
REV 01	11/09/2020	Établissement du Dossier Technique

AdxGroupe c'est aussi des professionnels pour vous accompagner sur vos projets dans :

BÂTIMENT



IMMOBILIER



ENVIRONNEMENT



INDUSTRIE

NUMERISATION ET
GESTION DES DONNÉES

FORMATION



ÉTAT DU BÂTIMENT RELATIF À LA PRÉSENCE DE TERMITES

Code de la Construction et de l'habitation art. L 127-6 & R 221-3 - Arrêté du 24 mars 2007 et du 7 mars 2012 - Norme NF P 03-201 (2018)

M25176 J0

Bien objet de la mission:

5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 29 (29)
75006 PARIS

Antériorité(s) inspection(s)

Date

Type

Lot numéro 29,

Habitation (partie privée
d'immeuble)

Informations complémentaires

Date d'inspection

Date d'acceptation

Durée de l'inspection

07/08/2020

11/09/2020

15 mn

Intervenant

Société MAIRIE DE PARIS

Diagnostic

Certifié par

N° de certification

Date d'expiration

Hocine DAOUD

DEKRA Certification

DT13627

08/08/2019

Donneur d'ordre (ou titulaire du propriétaire)

Nom

MAIRIE DE PARIS Direction des
Finances

Compagnie d'assurance

N° de police

Date de signature

AXA

3912280604

01/01/2021

Statut

☐ Propriétaire, ☐ Appartenance,☐ Locataire, ☐ Propriétaire, ☐ Autre

Adresse

CENTRE FACTURIER 7^{ème} EME ETAGE
17 BOULEVARD MORLAND,
75181 PARIS CEDEX 04

CONCLUSION :

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

Ce document a été établi par une personne ayant les compétences certifiées par DEKRA Certification, N° de certifié: DT13627
Validé le 08/08/2019 et expiré le 07/08/2024.

Fait à MONTROUGE le 11/09/2020

Par Hocine DAOUD



1 - CONCLUSIONS DETAILLEES

PERIMETRE DE REPERAGE :

DESCRIPTION GENERALE DES PIECES VISITEES :

Etage	Pièce	Sol	Mur	Plafond
Sous-solage	Entrée	terrazzo et béton	Plâtre et Plancher	Plâtre et Plancher
	Piece 1	Béton et carrelage	Plâtre et Plancher	Plâtre et Plancher
	Piece 2	Béton et carrelage	Plâtre et Plancher	Plâtre et Plancher
	Piece 3	Béton et carrelage	Plâtre et Plancher	Plâtre et Plancher
	Piece 4	Béton et carrelage	Plâtre et Plancher	Plâtre et Plancher

BÂTIMENTS ET/OU PARTIES DU BÂTIMENT (PIECES ET VOLUMES) NON VISITES ET JUSTIFICATION :

Néant

Des investigations complémentaires devront être réalisées sur ces éléments non inspectés afin de compléter le repérage.

OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ÉLÉMENTS EXAMINÉS :

Identification des bâtiments et parties de bâtiments visités et des éléments inspectés ou ayant été inspectés sur les termites et ceux qui ne le sont pas

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Sous-solage		
Entrée	châssis - A, B, C - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites
Piece 1	châssis (12) - C - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites
Piece 2	châssis (12) - A - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites
Piece 3	châssis (12) - A, B, C, D - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites
Piece 4	châssis (12) - A, B, C, D - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites
Piece 5	châssis (12) - A, B, C, D - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites
Piece 6	châssis (12) - A, B, C, D - Bois et Plancher	Absence d'indices d'infestation des termites

(1) Identification détaillée de chaque pièce visitée et / ou partie de pièce visitée.

(2) Identification détaillée : châssis, murs, planchers, escaliers, boiseries, plafonds, plafonniers.

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation des termites et les résultats de l'analyse de la localisation.

Parties extérieures des bâtiments visités	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Néant		

OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ÉLÉMENTS NON EXAMINÉS ET JUSTIFICATION :

Identification des bâtiments et parties de bâtiments (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification

Néant

Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et des éléments qui n'ont pas été examinés et justification

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant		

NOTE : ADX Groupe s'engage à intervenir sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'ouvrages non visitées, dans les 30 jours après la date de la visite initiale, sous réserve que le propriétaire ou son mandataire

NOTE : Seules les parties du bâtiment mentionnées explicitement plus haut ont été visitées.

Les conclusions énoncées dans le présent rapport sont basées sur les observations effectuées lors de la visite initiale, et ne constituent pas une garantie de l'absence de termites.

- Le constat sera nul de plein droit, quel que soit le bénéficiaire, s'il est procédé à des interventions ou modifications de nature à modifier le constat établi (travaux, travaux de réfection, etc.).
- Nous recommandons au propriétaire ou au mandataire de prendre des mesures de prévention, d'entretien ou d'élimination de la termites.
- Conformément à l'article 1-212 de la loi n° 2011-1253 du 22 octobre 2011, le propriétaire ou le mandataire doit être informé de la présence de termites et de la nécessité de prendre des mesures de prévention, d'entretien ou d'élimination de la termites.

Nous vous rappelons que le diagnostic consiste exclusivement en la recherche des termites dans le bâti et aux alentours du bâti (10m), à l'exclusion de tout autre parasite du bois. La recherche étendue aux différents insectes xylophages, à savoir xylophages et champignons lignivores) est une mission complémentaire et distincte de l'état parasitaire, du Contrat de l'état parasitaire dans les immeubles bâtis et non bâtis, définies par la norme NF P03-200, que nous fait en aucun cas l'objet du présent rapport.

Sous les termes du décret n°2005-1653 du 21 décembre 2005 et de la norme NF P03-201, le présent rapport n'a de validité que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission. Il doit dater de moins de six mois pour pouvoir être annexé à la promesse de vente ou à l'acte authentique.

CONSTATATIONS DIVERSES :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Néant		

Note : Les indices d'infestation des termites ageris, de dégradation biotique du bois sont notre seule mesure générale pour déterminer l'état du bâtiment. Ils ne sont donc ni un moyen de confirmation de l'absence de termites, ni un moyen de mesure de la présence de termites. Ils ne peuvent être utilisés que pour la recherche de termites dans le bâtiment et les alentours du bâtiment, dans le cadre de la norme NF P03-200.

Note 1 : Dans le cas où la présence de termites, d'espèces ageris, de dégradation biotique du bois est constatée, nous recommandons la mise en œuvre d'un traitement chimique.

Note 2 : Conformément à l'article 1214 du CCH, l'expert ne peut pas être tenu responsable de la présence de termites si et seulement si, au moment de la visite, il n'a pas constaté la présence de termites et si, au moment de la visite, il n'a pas constaté la présence de termites. Au-delà, nous recommandons de consulter un professionnel pour la mise en œuvre d'un traitement chimique.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification Immeuble la Boursidière - Porte 1 - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON** (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11).

Consignations : Néant

INFORMATIONS COLLECTÉES AUPRÈS DU DONNEUR D'ORDRE : ☐ Présence de traitements antérieurs contre les termites
☐ Présence de termites dans le bâtiment
☐ Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006

Assureur enregistré : Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral.

2 – METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Le but de la mission est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Une porte que que les éléments (bois) visibles et accessibles lors du passage de notre technicien.

Ce contrôle est réalisé par examen visuel et, si besoin est, sondage ou martèlement des bois. Il n'est pas destructif et ne comporte aucun démontage complexe.

Tous les éléments, ouvrages ou parties d'ouvrage susceptibles d'être infestés et accessibles lors de l'expertise sont contrôlés : piliers, planchers, bords de portes et de fenêtres, charpentes, etc.

Il est donc de la responsabilité du propriétaire ou de son mandataire de procéder aux démontages ou sondages destructifs ponctuels nécessaires, le cas échéant, pour vérifier l'étendue des infestations, et ce de préférence avant notre visite.

Cette recherche ne comporte aucune destruction ni démontage complexe, à l'exception du soulèvement des plaques de faux plafonds ou trappes de visite. Par conséquent, notre responsabilité ne saurait être engagée dans le cas d'une découverte ultérieure d'agents de dégradation biologique du bois dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de notre visite (ossatures en bois cachées par des contre-plaques, planchers recouverts, face intérieure des parquets, menuiseries peintes pour lesquelles le propriétaire ou le mandataire nous interdit de procéder à un sondage, etc.).

IMPORTANT :

« L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a eu bûchage (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). L'intérêt étant de signaler l'état défectueux par la présence ou l'absence d'agents de dégradation biologique du bois dans l'immeuble, d'établir un rapport de constat de l'état parasitaire d'un immeuble bâti ou non bâti ».

Il ne nous est donc pas possible de porter un jugement quant à la résistance des matériaux infestés, notamment dans le cas des charpentes. Seul, un homme de l'art serait apte à en évaluer l'affaiblissement et à déterminer la nécessité ou non de consolider ou de remplacer les parties atteintes.

Moyens d'investigation : inspection visuelle (avec lampe et loupe si besoin) et ponçonnage, à l'exclusion de tout autre appareillage. Tous nos diagnostiqueurs sont équipés du matériel nécessaire à la bonne pratique de leur activité (échelle de 3m, EPI, outillage léger, etc.).

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L 122-5, L 123-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrains, termites de bois sec ou termites arboricoles et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : **AUTRE - VOIR COMMENTAIRES**

3 – INFORMATIONS GÉNÉRALES

Généralités

Les termites sont des insectes sociaux. En France métropolitaine et dans les DOM, les zones contaminées ou susceptibles de l'être font l'objet de mesures réglementaires (ordres préfectoraux et/ou municipaux).

Il existe des cartes précisant les départements soumis à ordres préfectoraux ainsi que les zones contaminées (Observatoire National à consulter sur le site www.termites.com.fr)

Dans les DOM, il est fréquent que des espèces différentes attaquent la même construction.

Termites présents en France métropolitaineTermites souterraines

A ce jour, en France métropolitaine, cinq espèces de termites souterrains sont identifiées :

- *Reticulitermes santonensis*
- *Reticulitermes luciolus*
- *Reticulitermes agcolus*
- *Reticulitermes grassei*
- *Reticulitermes urbis*

L'infestation d'un bâtiment débute le plus souvent à partir de ces termites, creusant sous sol, sols, sables, canalisations, enduits muraux et d'une manière générale de tout contact avec la terre. Lors de la réalisation d'un état relatif à la présence de termites, une attention toute particulière doit être portée à l'examen de ces zones.

Les termites progressent du sol vers les niveaux supérieurs. Il est rare que la charpente d'un ensemble bois soit infestée par des termites s'il n'y a pas d'infestation ailleurs dans le bâtiment en particulier dans les niveaux inférieurs.

Termites liés de bois sec

L'espèce *Scolytus faecalis* est présente dans le sud de la France, nettement plus abondamment sur le pourtour méditerranéen.

Elle est fréquente dans les jardins, sur les arbres fruitiers, dans les espaces verts et dans les vignes, cette espèce ne provoquant qu'un excès anecdotique de dégâts dans les lieux habités.

Si c'est le cas, les dégâts sont très localisés.

En cas d'infestation de l'immobilier par les termites

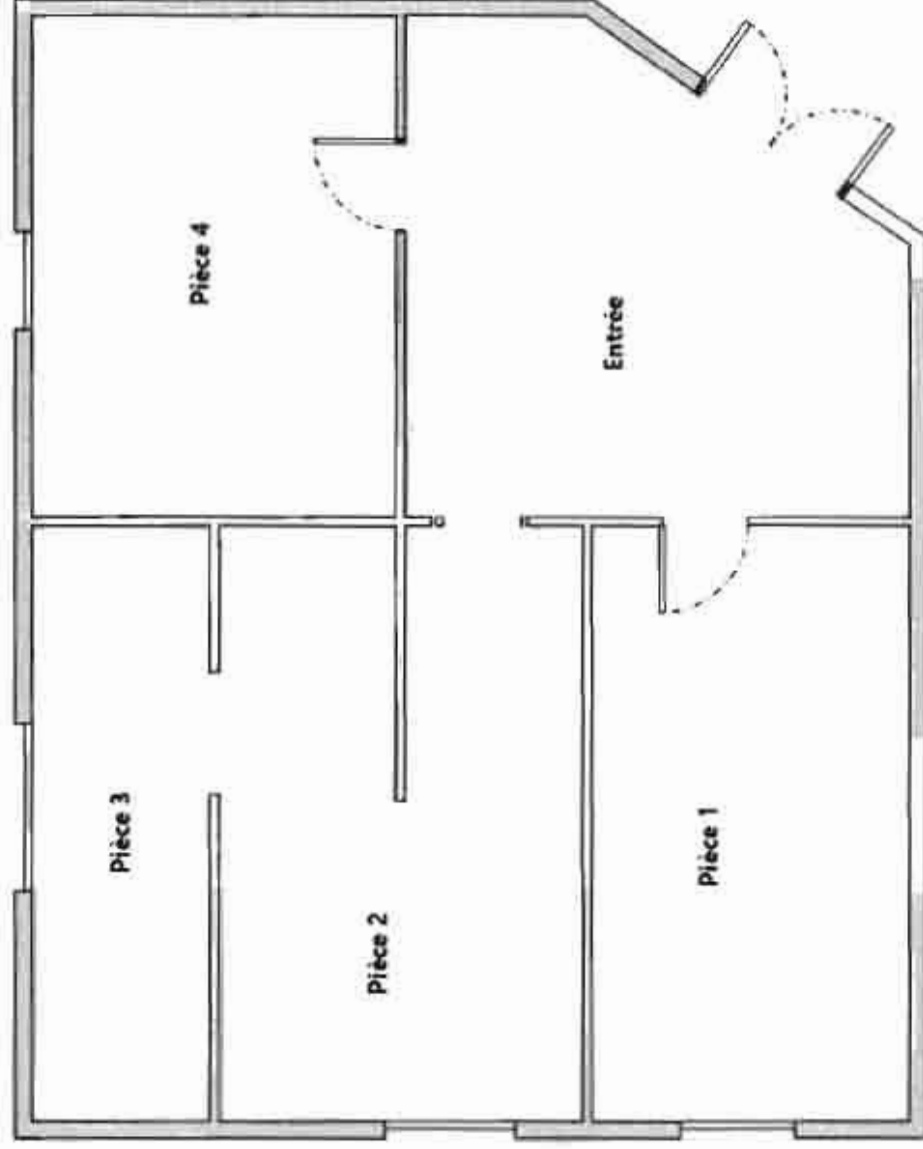
Une déclaration doit être adressée par l'occupant ou, à défaut, par le propriétaire, au maire de la commune du lieu de situation de l'immobilier.

Cette déclaration doit être envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou bien déposée contre décharge en mairie.

Du fait et signé, elle associe l'identité du déclarant et les éléments d'identification de l'immobilier (adresse, références cadastrales, etc.) et mentionne les impacts éventuels de la présence de termites : à cet égard, le présent rapport peut y être annexé.

(Articles L. 132-4 et R. 132-3 du Code de la construction et de l'habitation).

4 - ANNEXE - PLANS CROQUIS



5ème Etage

Contrat de mission

Rendez-vous :	vendredi 11 septembre 2020 Expertises: DPE + GAZ + AMIANTE + PLOMB + ELEC + TERMITES + CARREZ Précision Date ADN: 2020/09/10 Précision: 13h30 + 11/09	Numéro de mission : 1241673
Contact sur site :	autre - VOIR COMMENTAIRES	

Objet de la mission :			
<input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante <input checked="" type="checkbox"/> Diag amiante avant-vente <input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives <input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic Termites <input type="checkbox"/> Elut parasite	<input checked="" type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez) <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin) <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic plomb (CDEP) <input type="checkbox"/> Diagnostic plomb (DRPP) <input type="checkbox"/> Diag Assainissement <input type="checkbox"/> Sécurité piscines <input type="checkbox"/> Diagnostic gaz	<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic électricité <input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (SRU) <input checked="" type="checkbox"/> DPE <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier) <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau	<input type="checkbox"/> ERNMT <input type="checkbox"/> Etat des lieux

Bien concerné :		
5 QUAI MALAQUAIS LOT N° 29 (29), 75006 PARIS		
Surface :	Surface assiette :	Diagcode :
Ref cadastrales :	Etage :	N° appart :
Chauffage :	N° des lots : 29	Année de construction : Inconnu - non communiqué
	Type de bien : li_type_bie	Type de mission :
Remarques : AUCUNE ZONE MAIRIE DE PARIS NE DOIT ETRE NON VISITEE - SI PROBLEME PREVENIR IMMEDIATEMENT LE DO 130 SUR PLACE - DOCS SUR ODM PILOTE 1241654 0 : Sylvain FAUGERE 01 42 76 36 89 • 06 84 25 73 01 sylvain.faugere@paris.fr CONTACT POUR RDV : Delphine TARBOURIECH delphine.tarbouriech@paris.fr 01 42 76 34 95 • 06 84 25 73 05		

Donneur d'ordre :	Prescripteur :
MAIRIE DE PARIS Direction des Finances CENTRE FACTURIER 7 EME ETAGE 17 BOULEVARD MORLAND 75181 PARIS CEDEX 04 -	
Propriétaire :	Facturation :
Société MAIRIE DE PARIS 09 70 69 01 14 -	MAIRIE DE PARIS Direction des Finances CENTRE FACTURIER 7 EME ETAGE 17 BOULEVARD MORLAND 75181 PARIS CEDEX 04

Destinataire rapport :	Autre : VOIR COMMENTAIRES CONFIDENTIELS
<p>Le donneur d'ordre reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales de vente annexées et donne ordre à le groupe ADX Groupe d'effectuer les expertises décrites ci-dessus sur le bien désigné ci-dessus, pour un montant forfaitaire de 163,29 €. Ce prix pourra être révisé en fonction de la surface réelle constatée lors de l'expertise du bien. L'accès total au bien concerné, à ses dépendances et aux différents éléments de la construction objets de la mission doivent être assurés préalablement à notre intervention (pièces vides, boiserie dégagée et accessible, trappes ouvertes, etc.).</p> <p>Les modalités de paiement sont : sur place à l'expert, à la fin de la mission - à réception de la facture, avec un supplément de 3,00 € TTC (frais de gestion) ; en domiciliaire la facture à l'étude notariale, avec des frais de dossier de 62,80 € TTC (sauf si la demande émane de l'étude notariale elle-même).</p> <p>Les rapports d'expertise seront envoyés au client sous 24 heures ouvrées après la réalisation de l'intervention de l'expert (sauf en cas d'envoi d'analyses au laboratoire), et ce dès obtention de la garantie de paiement.</p>	

Fait à PARIS, le 05/10/2020	Signature du diagnostiqueur 	Signature du client
-----------------------------	--	---------------------



CHEUVREUX

**ANNEXE N°14. ATTESTATIONS DE COMPETENCE, SUR
L'HONNEUR ET DE RESPONSABILITE**

DECOMPETENCES

Diagnostic immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DTI3627 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Diagnostic amiante avec mention	16/07/2020	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitat (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

[illegible]

Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagnaux, le 17/07/2020



Numéro d'accréditation
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2020

Votre bureau d'expertise conformité sécurité

Pour un service toujours + personnalisé

A

AMIANTE

AMIANTE AVANT VENTE

BIEN EXPERTISÉ :

N° de dossier : 1241673

Date de réalisation : 11/09/2020

Société MAIRIE DE PARIS
5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 29 (29)
75006 PARIS



VOTRE RAPPORT DE DIAGNOSTIC RÉALISÉ PAR :



Hocine DAUD

07 71 55 51 13

Certifié par : DEKRA CERTIFICATION

CONCLUSION :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Résultat du repérage

Détail en page 6

Etat :	EP	AC1	AC2	N=1	N=2	N=3
Nombre :	0	0	0	0	0	0



VOUS AVEZ DES MESURES À PRENDRE EN FONCTION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX AMIANTES :

1. Si l'état de conservation est satisfaisant, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures particulières.
2. Si l'état de conservation est dégradé, il est recommandé de prendre des mesures de maintenance ou de réparation.
3. Si l'état de conservation est très dégradé, il est recommandé de prendre des mesures de remplacement ou de démolition.
4. Si l'état de conservation est très dégradé, il est recommandé de prendre des mesures de confinement ou de décontamination.
5. Si l'état de conservation est très dégradé, il est recommandé de prendre des mesures de surveillance ou de suivi.

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
PLUUS L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT L'AMIANTE L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BÂTI

Norme NF X46-020 (NF 2017) & Code de la Santé Publique article R1334-14 à 19

Programme de repérage du décret 2012-672 du 6 juin 2012, Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux mesures d'hygiène et de sécurité de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenus de l'amiante et au contenu du rapport de repérage du Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Identification et situation de l'immeuble bâti visité

5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 29 (29)
75006 PARIS

Informations Catastrales

Lot n°

Lot numéro 19.

Propriétaire

Société MAIRIE DE PARIS

Donneur d'ordre (si différent du propriétaire)

Nom

MAIRIE DE PARIS Direction des Finances

Adresse

CENTRE FACTURIER 7 EME ETAGE

17 BOULEVARD MORLAND,

75101 PARIS CEDEX 04

Diagnosticteur

Hocine DAQUD

Laboratoire d'analyse (si cas échéant)

Certifié par

DEKRA Certification

Voir chapitre 3.5 « Rapport(s) d'analyse(s) en laboratoire »

N° de certification

DT13627

Date d'expiration de la certification

15/10/2018

Logiciel utilisé

oui

Expertise demandée

07/08/2020

Votre effort utile

11/09/2020

Compagnie d'assurance

AXA

N° de police

3912280604

Date de validité

01/01/2021

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Objet de la mission

Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti.

Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti. Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti.

La responsabilité de l'opérateur de repérage ne peut être mise en cause en cas de présence d'amiante.

- 1. Dans les zones suspectées (par le client, l'expert ou le propriétaire) de présence d'amiante.
- 2. Dans les zones suspectées de présence d'amiante.
- 3. Dans les zones suspectées de présence d'amiante.

Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti. Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti.

Donc

- 4. Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti.

Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti. Le présent rapport a été établi à l'issue de la mission de repérage à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti.

Hocine DAQUD



SOMMAIRE

1- CONCLUSIONS :	4
2- DESCRIPTION DU BATIMENT VISITE	5
3- RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	6
4 - CROQUIS DU REPERAGE	8
5 - CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	9
6 - ANNEXE - AUTRES DOCUMENTS	12

Révision	Date	Objet
REV 01	11/09/2020	Établissement du Dossier Technique

AdxGroupe c'est aussi des professionnels pour vous accompagner sur vos projets dans :

BÂTIMENT



IMMOBILIER



ENVIRONNEMENT



INDUSTRIE

NUMÉRIISATION ET
GESTION DES DONNÉES

FORMATION



1- CONCLUSIONS :

ABSENCE

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Matériaux ou produits contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Etat de conservation
Néant	-	-	-

Matériaux ou produits contenant de l'amiante après analyse :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Etat de conservation
Néant	-	-	-

Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, déclarés contenant de l'amiante par l'opérateur suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de pratiquer un prélèvement :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Cause de non prélèvement
Néant	-	-	-

Locaux ou parties de locaux non inspectés voir ci-dessous :

2- DESCRIPTION DU BATIMENT VISITE

2-1 Description des pièces visitées :

Sème étage : Entrée, Pièce 1, Pièce 2, Pièce 3, Pièce 4

Vierge	Pièce	Sol	Mur	Plafond
Sème étage	Entrée	Béton et brut	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Pièce 1	Brut et carrelés	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Pièce 2	Brut et carrelés	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Pièce 3	Brut et carrelés	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Pièce 4	Brut et carrelés	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture

2-2 Locaux ou parties de locaux non inspectés :

Localisation	Parties du local	Remarque
Néant	-	

Avertissement :

Seules les parties du bâtiment mentionnées explicitement dans le « descriptif des pièces visitées » ont fait l'objet du contrôle.

La responsabilité de l'opérateur de repérage ne pourrait être mise en cause en cas de présence d'amiante :

- Dans des zones accessibles fines de cloisons, annexe, sous type de doublage, sous les revêtements de sol...
- Dans des zones communes du représentant du demandeur d'origine mais non mentionnées dans le descriptif.
- Dans des zones accessibles uniquement après démontage.

3 - RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

MESURES A PRENDRE EN FONCTION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX AMIANTES :

FLOQUES, CALCIUMIURIDES & FAUX PLACONDS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES OBLIGATOIRES)

- N°1 : Contrôle visuel de l'état de conservation
- N°2 : Effectuer des mesures d'embouillonnement de l'air
- N°3 : Effectuer des travaux de retrait ou de confinement sous 15 jours
(Voir fiches) d'évaluation ci-après)

MATERIAUX NON PROBABLES CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES PRECONISEES)

- EP : Evaluation Périodique
- ACT : Action Corrective de 1er niveau
- AC2 : Action Corrective de 2nd niveau
- N/A : Non Applicable

* voir mesures à prendre en fonction de l'état de conservation des locaux aux amiantes en fin des résultats détaillés du repérage

3-1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante sur justificatif :

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation
Néant	-		

3-2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante :

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)
Néant	-	

3-3 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, n'en contenant pas après analyse :

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

3-4 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, déclarés contenant de l'amiante par l'opérateur suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de pratiquer un prélèvement d'échantillon à des fins d'analyses :

Rappel : La norme NF 936 (B2) précise dans son point 4.4.1 : « Aucune conclusion sur l'absence d'amiante dans un produit ou matériau n'est possible d'un contrôle visuel. Il faut faire appel à une analyse... » En conséquence, suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de réaliser l'opération de repérage pratiquée ou les prélèvements d'échantillons à des fins d'analyse, et sans application du point 4.4.1 précité, les matériaux ou produits susnommés ont été déclarés comme contenant de l'amiante. Des investigations complémentaires devront être réalisées sur ces éléments non inspectés afin de compléter le repérage, merci de contacter la société Allo diagnostic afin de reprendre un rendez-vous à votre convenance.

3-5 Fiches d'évaluation de l'état de conservation :

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produits de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produits de la liste 2

Aucune évaluation n'a été réalisée

3-6 Rapport(s) d'analyse(s) en laboratoire.

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Période du composant	Description
----------------------------	--------------	------------------------------	----------------------	-------------

Copie des rapports d'essais (voir pages suivantes) :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

4 - CROQUIS DU REPERAGE

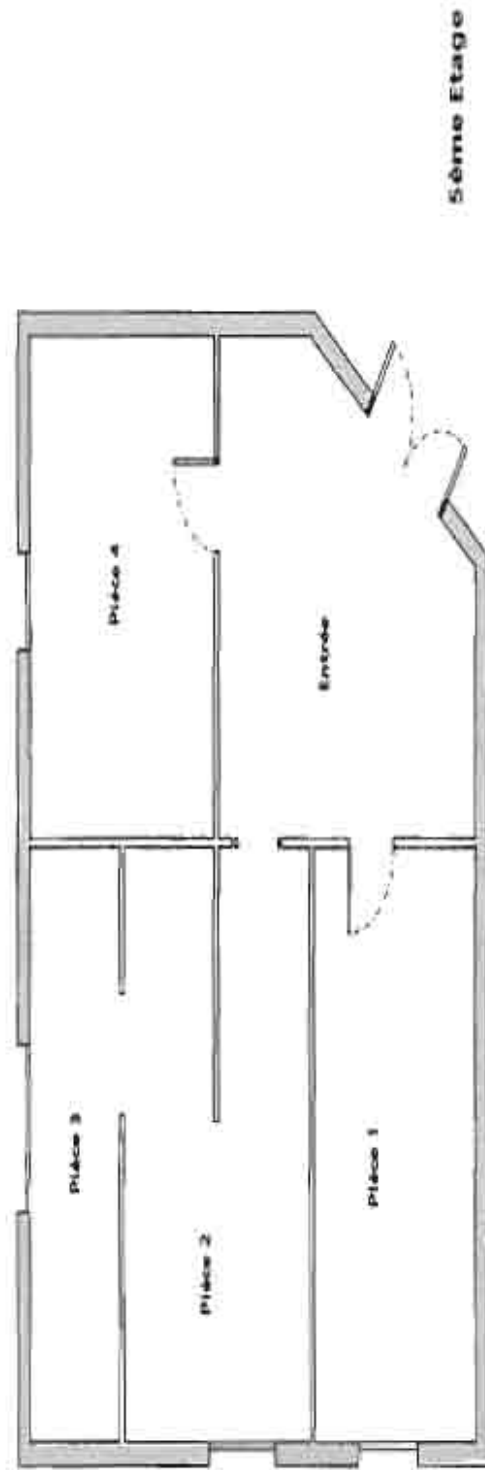


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : ADX GROUPE, auteur : Hocine DAOUD
Dossier n° 1241673 du 11/09/2020
Adresse du bien : 5 QUAI MALAQUAIS
LOT N° 29 (29) 75006 PARIS

Légende		
	Surfacte de matériaux armés	1 ^{er} pavé
	Imperméabilisation	2 ^e pavé
	Imperméabilisation	3 ^e pavé

5 - CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

L'opérateur de repérage procède à un examen visuel des ouvrages en vue de rechercher puis de recenser et identifier les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (matériau ou produit ayant intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication) entrant dans le cadre de la présente mission.

Le programme du présent repérage est conforme aux listes A & B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique :

Décret 2011-629 du 03 juin 2011 - Annexe 13-9, Liste A	
Composants à vérifier ou à sonder	
Flocages	
Calorifugeages	
Faux plafonds	
Décret 2011-629 du 03 juin 2011 - Annexe 13-9, Liste B	
Composants de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1 - Parties verticales intérieures	
Murs et cloisons en maçonnerie et plâtres (plâtres intérieurs et extérieurs) Cloisons légères en plâtre/béton, gâches et coffres	Enduits projectés, couloirs (durs) (plâtres intérieurs - anciens (ciment) et enduits projetés) Poutres (ciment, enduits ciment, maçonnerie, plâtre) (à sonder - plâtre) (durs) Enduits projectés, panneaux de plâtre
2 - Planchers et plafonds	
Planchers, dalles et structures, gâches et coffres Planchers	Enduits projectés, couloirs (durs) (durs) Dalles de sol
3 - Conduits, cavitations et aménagements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) Cloisons/volets coupe-feu Portes coupe-feu Vitrées (durs)	Conduits, enveloppes de calorifuge Cloisons, volets coupe-feu Bancs, vitrures, bandes Conduits
4 - Déléments extérieurs	
Forçages Bardages et façades légères Coffrages en béton et faux-plafonds	Plâtres, enduits, acoustiques de décaissement (durs), formidurants, bandes d'isolation Plâtres, enduits, gâches (ciment, plâtre, ciment) Enduits et aménagements (maçonnerie, plâtre, ciment, enduits, conduits de fluides)

L'inspection visuelle peut être complétée (en fonction de la mission) par des investigations approfondies et des sondages qui permettent de s'assurer de la composition interne d'un ouvrage ou d'un volume.

Les sondages sont réalisés selon les prescriptions décrites à l'annexe A de la norme NF X 46-026 d'Avril 2017.

A l'issue de cette inspection, sont repérés les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante.

En fonction de la connaissance de son existence et du type de matériau ou produit (annexe A de la norme NF X 46-026 d'Avril 2017), l'opérateur de repérage peut conclure à la présence d'amiante sans recourir aux prélèvements et analyses.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations des intervenants, produits non identifiés), un ou des prélèvements pour analyses sont réalisés sur les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure à l'absence ou à la présence d'amiante. Les prélèvements concernent tout ou une partie de l'épaisseur des matériaux conformément aux prescriptions de l'annexe A de la norme NF X 46-026 d'Avril 2017.

Les prélèvements sont réalisés conformément aux prescriptions de l'annexe B de la norme NF X 46-026 d'Avril 2017 :

- les prélèvements sont réalisés dans des conditions conduisant à une pollution minimale des lieux pour éviter tout risque de contamination croisée :
 - les lieux sont à usage unique ou sont soigneusement nettoyés après chaque prélèvement ;
 - les prélèvements sont conduits individuellement en double-emballage scellé ;
- pour assurer une parfaite traçabilité (et en l'absence de prélèvements), l'identification est portée de manière adéquate sur l'emballage et accessible à la fabrication. Une fiche d'accompagnement reprenant l'identification est transmise au laboratoire.

Cette recherche ne comporte aucune destruction ni démontage complexe, à l'exception du soulèvement des plaques de faux-plafonds ou trappes de visite. Par conséquent, notre responsabilité ne saurait être engagée dans le cas d'une découverte ultérieure de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de notre visite.

En aucun cas, le présent diagnostic ne saurait être utilisé lorsque des travaux sont envisagés ou dans le cadre d'une démolition. En effet, le présent diagnostic ne portant que sur les parties visibles et accessibles de l'immeuble et selon la liste des matériaux figurant à l'annexe 13-9 du Code de la construction et de l'habitation, il ne saurait préjuger de la présence ou de l'absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante soit dans les parties inaccessibles du bien, soit en dehors de la liste figurant à l'annexe 13-9 précitée.

Les états de conservations sont définis par le décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Consommer les matériaux de la liste A

Centres, par l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'impact de consommation des médicaments et produits en vente à domicile de l'assurance au contenu du rapport de l'expertise, modifié le 26 juin 2013

*see platform

Le 21 janvier 1988, une épidémie d'encéphalomyélite s'est déclarée dans une ferme de 120 vaches. Les animaux ont été sacrifiés et les carcasses incinérées. Les lésions observées étaient caractéristiques d'une encéphalomyélite à corps inclus. Les résultats de l'analyse de l'épidémie ont permis de conclure que l'agent causal était un virus à corps inclus.

25. Muehlen *et al.* (1999) indicate that the current study is not a true replication of the original study by Muehlen *et al.* (1999) because the current study used a different sample of participants and a different set of stimuli.

Contributions of Noctua

[illegible]

In fact, from the overall student markagressure, you can also find the average

- a. Une note égale à 1/10 (1) est attribuée par les membres du jury pour les candidats qui, dans les conditions prévues à l'article 6, ont une note égale à DEUX (2) obus, selon les modalités prévues à l'article 7. Il y a eu une note de 1/10 sur 2 épreuves pour 1 élève. Le professeur qui ne peut donner de justification de note doit le signaler.

- Se le risposte di risposta sbagliata sono più di una, si deve indicare la risposta che si ritiene essere la più corretta. In caso di risposta sbagliata, si deve indicare la risposta che si ritiene essere la più corretta.

- [illegible]

CONCERNANT LES MATÉRIELS DE LA LISTE B

Le document a été reçu le 17 décembre 2001 par le Service d'immigration de l'air de l'aéroport international de Montréal-Mirabel et a été transmis au Service d'immigration de l'air de l'aéroport international de Montréal-Mirabel le 18 décembre 2001.

- * Sur une évaluation périodique, lorsque la baisse et l'absence des dépenses de santé sont observées, les risques de dégradation des conditions de travail sont élevés. Il faut alors intervenir immédiatement par négociation au niveau

© 2006 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 260: 105–112

- [illegible]

L'Institut de l'Énergie ne peut être tenu responsable des conséquences et dommages liés à l'utilisation abusive de l'information de l'état de conservation.

Informations génériques :

L'amiante est un produit minéral connu depuis la nuit des temps pour ses propriétés isolantes et ignifuges. Remarquable pour ses qualités protectrices contre la chaleur, l'amiante est néanmoins dangereux pour la santé lorsque ses fibres, en suspension dans l'air, sont respirées.

Connu dès l'époque pharaonique pour sa résistance au feu, l'amiante porte bien son nom : en grec, *amiantos* signifie incorruptible, inaltérable. Il l'est par ses propriétés exceptionnelles : capacité isolante et ignifuge, résistance à la friction et aux produits chimiques... Des qualités qui ont séduit de nombreux corps de métier.

Il existe deux grandes familles d'amiante utilisées dans l'industrie : la chrysotile et le groupe des amphiboles (essentiellement crocidolite et amosite), toutes deux cancérigènes. Le risque de contracter un cancer dépend des dimensions des fibres et de la dose inhalée. On sait aujourd'hui que le développement d'un cancer du poumon s'observe surtout après des expositions moyennes ou fortes au chrysotile ou aux amphiboles, tandis que celui de la plèvre (mésothéliome qui entoure les lobes pulmonaires) peut apparaître après une exposition à de faibles doses d'amphiboles.

Les fibres d'amiante sont fines, de longueur variable (certains diamètres sont 2 000 fois plus petits que celui d'un cheveu...). Une fois inhalées, elles se déposent au fond des poumons, puis sont susceptibles de migrer dans l'urinaire. Ainsi piégées, elles peuvent provoquer une inflammation non cancéreuse. A partir de là, peuvent se développer des maladies bénignes ou des cancers.

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (équivalences pleurales, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation. Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.ademe.org.

Consignes générales de sécurité :

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante érament),

- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (bocage ou calofugeage), (comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle faïçage, d'interventions légères dans des boîtiers électriques sur des gaines ou des circuits isolés sous un bocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante),

- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, produits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment.

- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des barreaux.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;

- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé. Des filtres-masques filtrants type FFP3 conformes à la norme européenne EN 149 permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer minutieusement les déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une bauge ou d'un chiffon humide de cet ouvrage.

Sauf mention contraire (analyse en laboratoire), les produits et matériaux contenant de l'amiante ont été déclarés (vis sur décision de l'opérateur, Cf norme NF X41-020 d'août 2017) et sont non dégradés. Les dégradations éventuelles et les préconisations pour remédier aux problèmes seront indiquées au cas par cas.

Etats, annexes ou suppléments par rapport à la norme NF X41-020 :

- Les informations contenues dans la ou les fiches d'identification et de cotation des prélèvements, normalement prévues en annexe du rapport, ont été fait intégrer dans les différents tableaux des résultats détaillés du repérage ;
- Les fiches d'évaluation de l'état de conservation des faïçages, calorifugeages et faux plafonds, prévues en annexe du rapport, sont placées avec les résultats détaillés du repérage.

Si impossible d'appliquer l'annexe 3 de la norme NF X 41-020 (signature et localisation des sondages et/ou prélèvements), noter :

6 - ANNEXE - AUTRES DOCUMENTS



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2020

CERTIFICAT

Diagnostic immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DT13627 pour

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent aux exigences des compétences définies en vertu du décret de la construction et de l'habitation (art. L271-4 et suivants, R271-1) et servent ainsi que leurs annexes d'application pour les diagnostics réglementaires. Les preuves de conformité à ces compétences par l'acquisition de certificats. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient positivement appréciés.

[illegible]

1878

Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagnoux, le 22/11/2019



Number of accreditation:
4-0001
For the complete
see www.aacsb.edu

DEIRA Certification SAS * 5 rue des Carands - F32223 Bagnols * www.deira-certification.fr

DECOMPETENCES

Diagnostic immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DTI3627 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Diagnostic amiante avec mention	15/07/2020	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent à aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L. 2714 et suivants, R.2714 et suivants ainsi que leurs annexes d'application) pour les diagnostics immobiliers. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

[illegible]

Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagnaux, le 17/07/2020



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr



CHEUVREUX

ANNEXE N°15. DIAGNOSTICS PARTIES COMMUNES

CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

*Selon le code de la santé publique,
Décret n° 2006-474 du 25 Avril 2006 relatif à la lutte contre le Saturnisme
Arrêté du 25 avril 2006 relatif au Constat des Risques d'Exposition au Plomb
Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant un Constat des
Risques d'Exposition au Plomb.*

**5 Quai MALAQUAIS
75006 PARIS**

Objet du constat :

Les parties communes de l'immeuble.

Conclusion sommaire du constat :

**Présence de revêtements contenant du plomb en concentration ≥ 1 mg / cm²
avec dégradations.**

Commanditaire :	Cabinet MARRAST
Diagnostic réalisé par :	D.E.P. - Djilali GUENDOUZ ELGHOUL
Date de visite :	15/05/08
Date d'émission :	16/05/08
Code site :	75006MALA000500
N° de référence :	MARR7/GUE//APR
Assurance en Responsabilité Civile Professionnelle	AGF IART n° 100234/407 04 324

Nombre total de pages : 33

Ce document est une copie du rapport original

SOMMAIRE

I. CONCERNANT L'INTERVENTION _____

1. Descriptif sommaire de l'objet du constat de risque d'exposition au plomb _____
2. Locaux non visités _____
3. Croquis de localisation du bien, si ambiguïté _____
4. Information concernant le prestataire _____

II. METHODOLOGIE _____

III. RESULTATS DETAILLÉS _____

1. Relevé de mesures classées par niveau _____
2. Rappel réglementaire _____

IV. CONCLUSIONS _____

1. Suite à donner _____

ANNEXE I NOTICE D'INFORMATION _____

ANNEXE II INFORMATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX À RÉALISER EN CAS
D'ACCESSIBILITÉ

Ce document est une copie du rapport original

I. CONCERNANT L'INTERVENTION

1. Descriptif sommaire de l'objet du constat de risque d'exposition au plomb

Commanditaire : **Cabinet MARRAST**
35 Quai d'ANJOU
75004 PARIS

Adresse du site : 5 Quai MALAQUAIS - 75006 PARIS

Localisation	Amplitude	Année de construction
CAGE 5 : Principal	-1R+5	< 1949

Accompagnateur lors de la visite : Pas d'accompagnateur

Circonstance de la mission : Cadre réglementaire

Locaux concernés :

Les parties communes : Les façades extérieures jusqu'à 3,00 m (cour et rue), la porte d'entrée de l'immeuble, le porche, le hall, la loge, les paliers, les escaliers, les couloirs et dégagements, les gaines techniques, les niveaux inférieurs de caves et de parking (parties commune), les locaux annexes (local poubelles, local vélo...)

Pour connaître le détail exact des locaux ayant fait l'objet de ce constat, veuillez vous reporter au paragraphe III - 1

2. Locaux non visités et motif Motif de non visite

SANS OBJET

Ce document est une copie du rapport original

3. Croquis de localisation du bien, si ambiguïté

SANS OBJET

Ce document est une copie du rapport original

Form. 01-015 / Indice de révision 01 / Date de validité 16.10.07

Page 4/33

75006MALA000500

4. Informations concernant le prestataire

Organisme chargé de la mission :

Société DEP
ZA La fontaine du vaisseau
9, Rue Edmond Michelet
93360 NEUILLY PLAISANCE

Assurance en Responsabilité Civile Professionnelle :

AGF 1ART n° 100234/407 04 324

Constat réalisé par : Monsieur Djilali GUENDOZ ELGHOUL

Date(s) de réalisation du constat : Le 15/05/08

Appareil de mesure utilisé :

NITON XLp N° 16400 avec Radionucléide de type Cadmium 109 d'une activité nominale de 1480 Mbq.

Date de changement de source le 15/08/07

Date de rédaction du rapport : Le 16/05/08

Coordonnées du laboratoire :

Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)
15, route des Gardes
92197 Meudon CEDEX

Procédant aux analyses « Acido-soluble » en cas de prélèvement d'échantillon.

Neuilly-Plaisance, 16/05/08
Djilali GUENDOUZ ELGHOUL,
Technicien de la construction
Signature :

[Handwritten signature]

Ce document est une copie du rapport original

II – MÉTHODOLOGIE

ARRÊTÉ N° DU 25 avril 2006 Relatif au constat de risque d'exposition au plomb ANNEXE 1 : PROTOCOLE DE REALISATION D'UN CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître, non seulement, le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi, le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, etc.).

Quand le CREP est réalisé en application de l'article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière, etc.).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

1. Calibrage de l'appareil à fluorescence X

Avant chaque constat, l'auteur procède au calibrage de son appareil selon les modalités fournies par le fabricant de l'appareil.

2. Identification du bien objet de la mission

L'auteur identifie le bien objet de la mission, ainsi que l'ensemble immobilier auquel il appartient. En cas d'ambiguïté, il réalise un croquis afin de situer le bien dans cet ensemble.

Il indique si le constat est réalisé en parties communes ou en parties privatives.

Il consigne les renseignements suivants, qu'il se fait préciser, ou, à défaut, le motif pour lequel il n'en a pas connaissance :

dans le cas d'un CREP réalisé en parties privatives :

si le constat est réalisé avant vente ou avant mise en location ;

si les parties privatives sont occupées ;

dans le cas où les parties privatives sont occupées, s'il y a des enfants mineurs dont des enfants de moins de 6 ans ;

dans le cas d'un CREP réalisé en parties communes :

si le constat est réalisé avant travaux.

Ce document est une copie du rapport original

3. Identification des locaux

3.1 - Définition

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et par extension : couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc. Le local est désigné selon une appellation non équivoque et non susceptible d'évoluer dans le temps. Le nom d'usage peut s'avérer insuffisant.

3.2 - Méthode

L'auteur du constat effectue une visite exhaustive des locaux du bien objet de la mission. Il dresse la liste détaillée des locaux visités. Si des locaux n'ont pas été visités, il en dresse aussi la liste et précise les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été visités.

Il réalise un croquis lisible de l'ensemble des locaux du bien objet de la mission, visités ou non, et reporte sur le croquis le nom de chaque local.

4. Identification des zones

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue arbitrairement une lettre (A, B, C ...) et reporte ces lettres sur le croquis. Ces zones correspondent généralement aux différentes faces du local. Par convention on notera "A" le premier mur à gauche en entrant dans un local, la dernière zone étant celle par laquelle on accède au local.

5. Identification des revêtements

Par revêtement, on entend un matériau mince recouvrant les éléments de construction. Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont principalement les peintures (du fait de l'utilisation ancienne de la céruse et celle de produits anti-corrosion à base de minium de plomb), les vernis, les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre, le plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons.

Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb.

D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

6. Identification des unités de diagnostic

Dans chaque local, toutes les surfaces susceptibles d'avoir un revêtement contenant du plomb sont analysées ou incluses dans une unité de diagnostic à analyser, telle que définie à l'article 2 du présent arrêté. Cela comprend aussi les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb (papier peint, toile de verre, moquette murale, etc.), car un matériau contenant du plomb peut exister en dessous.

Pour chaque zone, l'auteur du constat dresse la liste des unités de diagnostic, recouvertes ou non d'un revêtement. Il identifie chaque unité de diagnostic par son nom complet.

L'auteur identifie le substrat de l'unité de diagnostic par examen visuel et en fonction des caractéristiques physiques du matériau. Par substrat, on entend un matériau sur lequel un revêtement est appliqué (plâtre, bois, brique, métal, etc.).

En application de l'article 2 du présent arrêté, constituent des unités de diagnostic distinctes :

- les différents murs d'une même pièce ;
- des éléments de construction de substrats différents (tels qu'un pan de bois et le reste de la paroi murale à laquelle il appartient) ;
- les côtés extérieur et intérieur d'un élément mobile (tel qu'une fenêtre) ;
- des éléments situés dans des locaux différents, même contigus (tels que les 2 faces d'une porte car elles ont pu être peintes par des peintures différentes)

Ce document est une copie du rapport original

Par ailleurs, si des habitudes locales de construction ou de mise en peinture sont connues, l'auteur du constat en tient compte pour une définition plus précise des unités de diagnostic. Ainsi, en général, on ne regroupera pas dans une même unité de diagnostic une allège sous fenêtre et la paroi murale à laquelle elle appartient. En effet, dans certains types de construction l'allège a été peinte avec la fenêtre mais pas le reste de la paroi murale.

7. Cas particulier d'une cage d'escalier :

Une cage d'escalier est découpée en plusieurs locaux. Sont considérés comme locaux distincts :

- chaque palier,
- chaque partie de cage d'escalier située entre deux paliers.

En vue d'assurer la cohérence de ce découpage, le hall d'entrée pourra être assimilé au palier du rez-de-chaussée.

Dans un même « local » (partie de cage d'escalier), sont aussi considérés comme unités de diagnostic distinctes :

- l'ensemble des marches,
- l'ensemble des contremarches,
- l'ensemble des balustres,
- le limon,
- la crémaillère,
- la main courante,
- le paillasson.

8. Choix des points de mesure

Pour chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue, selon les modalités de mesure prévues à l'annexe 2 :

1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré ($1\text{mg}/\text{cm}^2$) ;

2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré ($1\text{mg}/\text{cm}^2$) ;

3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré ($1\text{mg}/\text{cm}^2$), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs. Par exemple, si l'unité de diagnostic est une paroi murale, une mesure est effectuée en partie haute et l'autre en partie basse.

Les mesures sont réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb est la plus forte. On évitera par exemple de choisir comme point de mesure une surface de peinture dégradée, le plomb ayant pu disparaître à cet endroit précis ; les mesures seront donc plutôt réalisées sur une partie saine de l'unité de diagnostic.

Lorsqu'à l'évidence, l'unité de diagnostic n'est recouverte d'aucun revêtement, la recherche de plomb n'est pas nécessaire. Il en sera de même en présence de carrelages ou de faïences.

L'ensemble des mesures est récapitulé dans un tableau. En l'absence de mesures, la raison pour laquelle la mesure n'a pas été effectuée est indiquée dans le tableau (hauteur de l'unité de diagnostic à mesurer supérieure à 3 mètres, absence de revêtement, par exemple).

Ce document est une copie du rapport original

III - RESULTATS DETAILLES

1. Relevé de mesures classées par niveau

Nomenclature du relevé de mesures :

Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées.

Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- **NV = non visible** ; si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- **ND = non dégradé** ;
- **EU = état d'usage**, c'est-à-dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, microfissures ...) - ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- **D = dégradé**, c'est-à-dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérisation, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes).

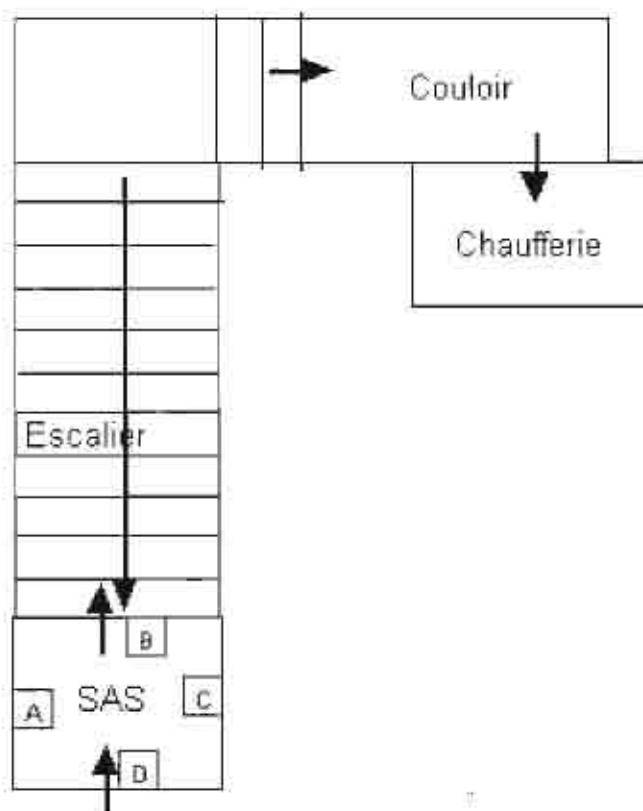
Pour les revêtements faisant l'objet de prélèvements, les résultats de l'analyse chimique en laboratoire seront connus seulement après la visite. Par conséquent, la description de leur état de conservation est systématique lors de la visite.

Classement des unités de diagnostic

L'auteur du constat classe de 0 à 3 chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations, conformément au tableau suivant :

Concentration en plomb	Type de dégradation	Classement
< seuils		0
> seuils	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

Ce document est une copie du rapport original

CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau -1CROQUIS DES LOCAUX :

Local : Chaufferie

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm ²	Localisation	Mesure 2 mg/cm ²	Localisation	Mesure 3 mg/cm ²	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Tous éléments			Sans peinture								

Local : Couloir

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm ²	Localisation	Mesure 2 mg/cm ²	Localisation	Mesure 3 mg/cm ²	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Tous éléments			Sans peinture								

Local : Escalier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm ²	Localisation	Mesure 2 mg/cm ²	Localisation	Mesure 3 mg/cm ²	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Tous éléments			Sans peinture								

Ce document est une copie du rapport original

CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau -1

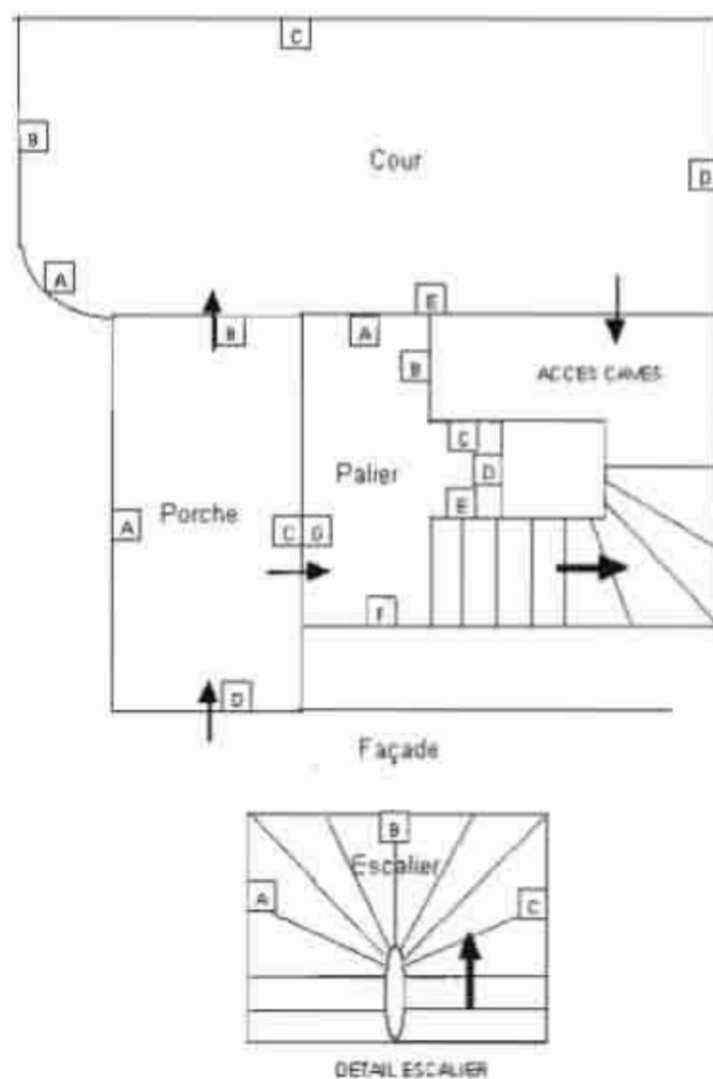
Local : SAS

Zone	Unité de diagnostic	Structure	Revêtement	Mesure 1 m/m/m2	Localisation	Mesure 2 m/m/m2	Localisation	Mesure 3 m/m/m2	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Plafond	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
A	Mur	Plâtre	Peinture	0.5<10						D	Ecaillage	3
B	Mur	Plâtre	Peinture	0.5<10						D	Ecaillage	3
B	Escadrement	Plâtre	Peinture	0.5<10						D	Ecaillage	3
C	Plancher lège	Bois	Peinture	0.10<20						D	Ecaillage	3
D	Mur	Plâtre	Peinture	0.5<10						D	Ecaillage	3
D	Plat et Porte	Bois	Peinture	<1		<1						0
D	Escadement	Plâtre	Peinture	0.2<5						D	Ecaillage	3

Ce document est une copie du rapport original

CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau RDC

CROQUIS DES LOCAUX :



Ce document est une copie du rapport original

Document de révision 01 / Date de validité 16.10.07

Page 12/33

75006MALA000500

CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau RDC

Local : Cour

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm2	Localisation	Mesure 2 mg/cm2	Localisation	Mesure 3 mg/cm2	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Autre élément			Pon : 1949								
	Autre élément			>3.00 mtr								
	Autre élément			Sans peinture								
A	Mur bas	Béton	Peinture	≥ 10<20						D	Ecaillage	3
A	Mur haut	Béton	Peinture	≥ 10<20						D	Ecaillage	3
A	Bâti en fondée	Bois	Peinture	≥ 1<2						EU	Microfissure	2
A	Éclatement	Béton	Peinture	≥ 20						IV	Cloquage	5
A	Bancane	Métal	Peinture	≥ 5<10						EU	Frotton	2
A	Tuyau	Métal	Peinture	<1		<1						0
B	Mur bas	Béton	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
B	Mur haut	Béton	Peinture	≥ 2<5						D	Ecaillage	3
B	Grille	Métal	Peinture	<1		<1						0
B	Bancane	Métal	Peinture	<1		<1						0
B	Éclatement	Béton	Peinture	≥ 10<20						EU	Grattage	2
B	Tuyau	Métal	Peinture	≥ 20						ND		1
B	Bâti et porte 1	Bois	Peinture	≥ 5<10						D	Ecaillage	3
B	Bâti et porte 2	Métal	Peinture	Pon : 1949								
B	Bâti et porte 3	Bois	Peinture	<1		≥ 20				D	Ecaillage	3
B	Bâti en fondée	Bois	Peinture	≥ 10<20						ND		1
C	Mur bas	Béton	Peinture	<1		<1		<1				0
C	Tuyau	Métal	Peinture	<1		<1						0
C	Mur haut	Béton	Crépis	<1		<1		<1				0
D	Mur bas	Béton	Peinture	<1		<1		<1				0
D	Mur haut	Béton	Peinture	<1		<1						0
D	Emménagement	Béton	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
E	Mur bas	Béton	Peinture	≥ 10<20						EU	Grattage	2
E	Mur haut	Béton	Peinture	≥ 10<20						D	Ecaillage	3
E	Bâti et porte 1	Bois	Peinture	<1		≥ 20				D	Ecaillage	3
E	Bâti et porte 2	Bois	Peinture	<1		≥ 10<20				D	Ecaillage	3
E	Bâti porte	Bois	Peinture	≥ 1<2						EU	Grattage	2
E	Emménagement 1	Béton	Peinture	≥ 10<20						EU	Grattage	3
E	Emménagement 2	Béton	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
E	Emménagement 3	Béton	Peinture	<1		≥ 20				EU	Choix	2
E	Tuyau	Métal	Peinture	<1		<1						0
E	Colonne fixe	Bois	Peinture	≥ 10<20						O	Ecaillage	3

Ce document est une copie du rapport original

CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau RDC

Local : Escalier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm ²	Localisation	Mesure 2 mg/cm ²	Localisation	Mesure 3 mg/cm ²	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Plinthe	Bois	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
	Linteau	Bois	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
	Palissade	Pierre	Peinture	Inacceptable								
	Contremarche	Pierre	Peinture	≥ 10 < 20						D	Ecaillage	3
	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 2 < 5						ND		1
	Moulure	Pierre	Peinture	≥ 10 < 20						D	Ecaillage	3
	Autres éléments			Sans peinture								
A	Mur	Pierre	Peinture	< 1		< 1						0
A	Bât et linteau int.	Bois	Peinture	≥ 20						D	Félocage	3
A	Bât et linteau ext.	Bois	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
A	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 20	Ext.					ND		1
A	Ebrouement	Béton	Peinture	< 1	Ext.	≥ 20	Ext.			ND		1
A	Appui fenêtre	Béton	Peinture	≥ 1 < 2	Ext.					EU	Gratages	2
B	Mur	Pierre	Peinture	< 1		< 1						0
B	Encadrement	Pierre	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3
B	Miroir	Bois	Peinture	≥ 10 < 20						ND		1
C	Mur	Pierre	Peinture	< 1		< 1						0

Local : Façade

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm ²	Localisation	Mesure 2 mg/cm ²	Localisation	Mesure 3 mg/cm ²	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Mur	Béton	Peinture	< 1		≥ 10 < 20				D	Ecaillage	3
	Bât et pote 1	Bois	Peinture	≥ 2 < 5						D	Ecaillage	3
	Bât et pote 2	Bois	Peinture	≥ 5 < 10						D	Ecaillage	3
	Bât et fenêtre	Métal	Peinture	≥ 5 < 10						ND		1
	Encadrement 1	Béton	Peinture	≥ 20						EU	Gratages	2
	Encadrement 2	Béton	Peinture	< 1		≥ 5 < 10				EU	Microfissures	2
	Encadrement 3	Béton	Peinture	≥ 10 < 20						D	Cloaque	3
	Ferronnerie	Métal	Peinture	≥ 10 < 20						EU	Frottes	2
	Tuyau	Métal	Peinture	Pon 1040								
	Autres éléments			≥ 3,00 m/s								
	Moulure	Béton	Peinture	≥ 20						D	Ecaillage	3

Ce document est une copie du rapport original

CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau RDC

Local : Palier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 m/m ²	Localisation	Mesure 2 m/m ²	Localisation	Mesure 3 m/m ²	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Moulure	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Gratages	2
	Plinthe	Bois	Peinture	≥1<2						D	Ecaillage	3
	Plafond	Plâtre	Peinture	<1		≥1						0
	Moulure	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Fissures	3
A	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
A	Eclaircissement	Plâtre	Peinture	<1		≥20				D	Ecaillage	3
A	Mur	Plâtre	Peinture	≥20						ND		1
B	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
C	Pareil	Bois	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
D	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1		<1				0
D	Châssis fixe	Bois	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
E	Mur	Plâtre	Peinture	≥5<10						D	Ecaillage	3
E	Trappe mur	Bois	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
F	Mur	Plâtre	Peinture	<1		≥1		≥1				0
G	Mur	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
G	Bâti et porte 1	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Gratages	2
G	Bâti et porte 2	Bois	Peinture	≥5<10						EU	Gratages	2
G	Eclaircissement 1	Plâtre	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
G	Eclaircissement 2	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3

Ce document est une copie du rapport original